

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (X<sup>e</sup>)

Le Numéro-double : 3 fr.

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

La scission ? (*Boris Souvarine*). — Le recul et la menace (*B. S.*). — Guerre et Paix (*B. S.*). — « La Science de la Révolution » (*Primus*). — Bibliographie. — La Crise du P.C. russe ; La Déclaration des Trois Mille (*Trotsky, Zinoviev, Radek, Racovsky, Piatakov, Préobrajensky, Sérébriakov, Krestinsky, Kamenev, etc.*). — Entre Nous. — Lettre de Moscou ; La Session

du Comité Central : Avant, pendant, après. — La Crise du P.C. chinois ; Trois articles de Trotsky : N'est-il pas temps de comprendre ? (*L. Trotsky*) ; La Voie sûre (*L. Trotsky*) ; Hankéou et Moscou (*L. Trotsky*). — La Crise du P.C. allemand ; Bilan de bolchévisation (*Karl Textor*). — Actes et Paroles. — Opinions et Arguments. — Le « Socialisme » au village.

## La Scission ?

Le XV<sup>e</sup> Congrès du Parti ci-devant bolchevik doit, s'il plaît à Staline, se tenir en Décembre. Mais la direction omnipotente du Parti n'a même plus la patience d'attendre un simulacre de congrès pour se débarrasser des contradicteurs. Des Commissions de Contrôle à tout faire, un Comité Central croupion suffisent à exécuter les ordres. La grande « épuration » du Parti est commencée.

On exclut maintenant en série. Par centaines, bientôt par milliers, des militants qui appartiennent corps et âme à la révolution communiste sont jetés hors du Parti, en attendant d'être mis hors la loi. Préobrajensky et Sérébriakov, les secrétaires du Parti de l'époque héroïque, hier encore plénipotentiaires de l'Etat soviétique à l'étranger, sont aujourd'hui des « sans-parti ». Trotsky et Zinoviev sont exclus du Comité Central. Demain, ce sera le tour de Piatakov, de Racovsky, de Kamenev. Bientôt, l'unité « monolithique » sera réalisée dans la crémation intégrale. Mais pour combien de jours ?

Le simili-congrès russe sera mis devant le fait accompli. Le pseudo-congrès mondial, qui devait siéger en 1925 et que Staline a daigné ne renvoyer qu'en 1928, aura pleins pouvoirs pour... « approuver entièrement et complètement » (*sic*) le gouvernement stalinien. C'est ce qu'on appelle la démocratie ouvrière.

Le détail de toutes ces opérations a

perdu tout intérêt. Il suffit de tenir à jour la liste des exclus et de prendre note des nouveaux prétextes invoqués : ces signes ne trompent pas sur l'étendue et la nature du mal. Et les derniers noms prononcés, les derniers prétextes invoqués indiquent nettement deux choses : l'une que Staline est résolu à pousser la répression jusqu'à l'équivalent d'une scission effective, l'autre qu'il est prêt à user de tous les moyens pour écraser ses adversaires.

Depuis 1924, le bolchévisme était en état de scission idéologique et morale. Il fallait être aveugle pour ne pas le voir. Les exclusions actuelles ne sont que la consécration d'une situation virtuelle déjà définie par nous : la formation d'un néo-bolchévisme conservateur, reflet des intérêts acquis au cours du bouleversement révolutionnaire, et l'existence *quand même* d'un courant communiste prolétarien porteur de la tradition et de la culture révolutionnaires, expression des intérêts sacrifiés de la masse pauvre, — en dépit de bien des erreurs dont nous ne sommes pas solidaires.

Ces exclusions auraient pu se produire en 1924, en même temps que celle du rédacteur du *Bulletin Communiste* ; de même, celui-ci aurait pu retarder la sienne en signant de tortueuses déclarations dans le goût de certains textes de l'opposition russe : mais si les petites manœuvres peuvent être parfois de quelque utilité à l'échelle d'une politique au jour le jour, elles n'influent en

rien sur le sens profond d'un phénomène historique. Le rythme lent des développements politiques et sociaux, en Russie, a trompé la plupart de nos camarades d'opposition, en France et ailleurs ; ils ont vu dans les soi-disant « cas » et prétendus « incidents » de 1924, 1925 et 1926 des événements accidentels alors que nous étions en présence des manifestations successives d'un phénomène unique. Aujourd'hui, devant l'achèvement d'un certain processus, l'étape franchie ne peut laisser de doute quant au sens de la crise russe : c'est bien vers une scission du Parti de la Révolution d'Octobre que les maîtres de l'heure se sont orientés.

Il suffit de se reporter à la motion votée en février 1924 par le Comité Directeur du Parti communiste français, sur la proposition de l'auteur de ces lignes, ou aux notes de Lénine connues sous le nom de « testament », antérieures d'une année, pour constater que cette tournure des choses était prévisible et prévue. Des communistes conscients et fermes l'eussent empêchée : mais elle a été, au contraire, facilitée par la corruption des uns, la passivité des autres, et aussi la « prudence » néfaste des oppositions, en Russie et ailleurs, qui ont laissé sacrifier un à un les camarades exposés aux sanctions en raison de la netteté de leur conduite et se sont laissés décimer, disperser, démoraliser par respect pour une parodie de discipline.

De faux marxistes, rabâcheurs et pédants, expliqueront la crise en remontant jusqu'à Rurik et aux Varègues et rechercheront sans rire le contenu social de la dernière bouffonnerie boukharinesque. Cependant que de verbeux révolutionnaires sans culture marxiste inscriront toutes leurs déceptions au passif des individus qui tiennent la scène politique russe. Les uns et les autres feraient mieux de s'instruire. Il est bien entendu que si la Russie n'était pas ce qu'elle est, avec ses particularités climatiques, géographiques et ethniques, avec ses formes retardataires de production, avec sa composition sociale, ce qui se passe aujourd'hui n'aurait pas lieu. Il n'est pas utile de répéter ces notions élémentaires toutes les cinq minutes. Mais dans ce milieu donné, les hommes font leur propre histoire et si les communistes avaient été mieux préparés à remplir leur tâche historique, la révolution russe eût évité bien des erreurs, l'humanité se fût épargné bien des souffrances. Que la leçon russe nous serve au moins à comprendre mieux notre rôle et à mieux assumer notre mission : il dépend de nous de faire que le prolétariat tire profit, pour l'avenir, même des aberrations d'un Staline.

Le bolchévisme enseigne à la classe ouvrière non seulement comment on fait une révolution mais aussi comment il ne faut pas la faire. Sous sa forme authentique, entre 1914 et 1923, malgré certaines erreurs et des illusions pardonnables, le bolchévisme de Lénine et de Trotsky a entraîné, encadré, guidé vraiment, la partie la plus active du prolétariat dans la voie du progrès social. Sous sa forme dégénérante, depuis 1924, le bolchévisme de Staline et de Zinoviev, puis de Staline et de Boukharine, n'a fait que préparer la banqueroute de la révolution d'Octobre. Il y a une disparité frappante entre le bolchévisme d'hier et celui d'aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si la mort de Lénine jalonne une évolution si rapide. Certes, le bolchévisme dont nous avons été ici les adeptes ne pouvait conduire le peuple russe seul au communisme ; *mais nous ne l'avons jamais prétendu* et nous travaillions pour avancer le plus loin possible dans le sens du communisme, comptant sur les pays industriels les plus avancés pour franchir un jour l'étape essentielle. Mais le néo-bolchévisme, qui, lui, au mépris d'un siècle de science révolutionnaire, *prétend instaurer le socialisme dans un pays agraire arriéré* sans tenir compte du monde industriel extérieur, ne sait que sacrifier une à une les conquêtes d'Octobre et *tourne le dos* au plus élémentaire progrès social, pour ne pas même parler du communisme. Fort heureusement, il est des résultats d'Octobre indestructibles et qui resteront acquis à jamais à la civilisation de l'avenir, en dépit de la déchéance présente du bolchévisme.

Nous ne nous laisserons pas aller au découragement devant les tristesses de l'heure qui passe. Le communisme a connu d'autres défaites et rien n'a pu le faire disparaître. La Révolution russe n'a pas dit son dernier mot et la nouvelle classe profiteur qui la traite avec insolence devra encore compter avec elle...

BORIS SOUVARINE.

P. S. — Il est à peine besoin d'indiquer que la fameuse « typographie clandestine » (*sic*) imputée à crime aux opposants se composait de deux machines à écrire et d'un duplicateur de gélatine. Tout le monde se doutait de quelque chose comme cela. Quant aux relations de l'opposition avec les « gardes-blancs » (*sic*), elles montrent à merveille jusqu'où Staline a poussé l'emploi des agents provocateurs. Pas un communiste sérieux ne se laissera prendre à des fables aussi dérisoires.

# Le recul et la menace

Au moment où sortait le dernier *Bulletin Communiste*, le bolchévisme dégénéré, le néo-communisme de Staline était à la veille de descendre un nouveau degré vers la déchéance finale. Une caricature d'assemblée représentative, la session plénière du Comité central et de la Commission de contrôle du Parti réunis, composés presque entièrement de fonctionnaires aux ordres, était convoquée pour exclure Trotsky et Zinoviev du Comité central. Rien ne semblait devoir faire obstacle à cette opération de basse police.

Pourtant, l'exclusion n'a pas eu lieu. La session plénière, après une douzaine de jours de polémique trouble, s'est terminée par un pénible avortement où l'indignité des pharisiens du léninisme s'est avérée une fois de plus. Un misérable embrouillamini de textes contradictoires a prétendu expliquer au monde ouvrier que les communistes russes d'opposition sont des criminels politiques mais que ce n'était pas une raison suffisante pour les exclure de l'organe dirigeant.

La presse des deux mondes qui, sans distinction de tendances, continue de ne rien comprendre aux choses de Russie, en a déduit que l'opposition était devenue forte au point de rendre impuissante la clique stalinienne. C'est, à notre avis, une erreur et nous allons dire pourquoi.

\* \* \*

Mais ici, le commentateur doit avant tout se faire informateur. En effet, le public dit « avancé » ne sait rien des conditions dans lesquelles la session plénière en question (celle d'août) a réalisé son fiasco.

L'*Humanité* est pour ainsi dire le seul journal français qui n'ait pas publié les textes officiels envoyés de Moscou à la suite de la dernière séance. Ne se bornant pas à tromper par omission, elle publiait le 12 août un article mensonger, affirmant dans le titre : « *Bien qu'avec des réserves, l'opposition a signé une déclaration d'accord* », alors que le texte authentique de la déclaration établissait au contraire l'irréductibilité de tous les désaccords. Elle annonçait, ce jour-là : « *Nous publierons demain le texte de la déclaration faite par l'opposition du P.C.R. à la séance plénière* ». Mais le lendemain, elle ne publiait rien du tout, ni le surlendemain, ni le jour suivant. C'est seulement le 17 qu'elle se décidait à imprimer un texte sensiblement différent de celui de la *Pravda*. Quant à la résolution de l'assemblée, elle ne l'a jamais publiée. (1)

(1) Une fois de plus, constatons combien l'*Humanité* en prend à son aise avec la vérité et avec quelle désinvolture elle traite des lecteurs incapables de raisonnement.

Dans cet article du 12, l'*Humanité* avait le cynisme — ou la sottise — d'écrire ceci : « *Le Parti n'a pas justifié les espoirs de la bourgeoisie mondiale qui criait à l'exclusion des leaders de l'opposition et jubilait en pensant à la scission dans le Parti communiste d'U.R.S.S.* ». Ces espoirs de la bourgeoisie mondiale se trouvaient être, précisément, les espoirs mêmes de Staline. En effet, le Bureau politique et le Présidium de la Commission de contrôle avaient décidé, sur un ultimatum de ce Staline, d'exiger de la session plénière l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev. Les informations officielles en font foi. On peut se reporter, par exemple, au *Temps* du 28 juin où se trouve, page 2, la dépêche *Tass* annonçant la proposition d'exclusion de la Commission de contrôle. D'après l'*Humanité*, donc, le Bureau politique et la Commission de contrôle font exactement le jeu de la bourgeoisie mondiale. C'est ce que nous avons eu l'honneur de démontrer depuis longtemps.

Sur les péripéties de cette session plénière d'août, ou trouvera plus loin une *Lettre de Moscou*, d'un correspondant honnête et assez bien informé. Sans connaître ce compte-rendu approximatif, on ne peut rien comprendre aux décisions prises. Nous ne répéterons pas ici les renseignements donnés ailleurs. Relevons simplement les assertions et contradictions qui caractérisent la politique de Staline.

\* \* \*

La résolution adoptée le 8 août sur le rapport d'Ordjonikidzé accuse l'opposition d'avoir systématiquement saboté depuis 1923, c'est-à-dire au cours de quatre années pleines, l'œuvre du Parti. Si l'on suppose un instant que cela soit vrai, de quels noms faut-il qualifier les gens qui, censés représenter le Parti et forts d'un pouvoir illimité, ont toléré les saboteurs dans les rangs du Parti et les ont même conservés dans les organes dirigeants ?

Suit l'interminable énumération des crimes de l'opposition. Chaque fois que Trotsky ou un autre désobéissant s'est permis de n'être pas de l'avis de Staline, cela constitue un attentat de lèse-léninisme, sous des appellations diverses : « coups à l'unité », « violation de la discipline », « activité fractionnelle », « déviation petite-bourgeoise », « trotskysme », « réunions illégales », « scission », « droite », « social-démocratie », « désertion », « attaques contre le Parti », « attitude désorganisatrice », « crimes vis-à-vis du Parti », « théorie semi-défaitiste », « calomnie », « scissionisme », et autres insanités devenues vocabulaire courant dépourvu de signification.

Tout cela pour en arriver à rappeler la fameuse déclaration du 16 octobre 1926, — capitulation de l'opposition après une velléité d'ouvrir sans permission la discussion devant le Parti, — et reprocher aux signataires de n'avoir pas respecté leurs engagements. Mais depuis quand est-on tenu de remplir des obligations subies sous la menace ? Tous les codes civils et criminels du monde prévoient le cas d'extorsion de signatures et le châtement, non pas des signataires, mais des chantagistes... En évoquant cette péripétie des luttes intestines, les pseudo-léninistes ne font que mettre en lumière l'ignominie de leurs procédés et l'inefficacité de leur ignominie (1).

L'opposition n'a pas renoncé à exister, c'est-à-dire à penser, à s'exprimer et à transmettre l'expression de sa pensée : voilà le crime des crimes, l'impardonnable forfait qui exige la mobilisation permanente de tous les « appareils » de Staline, de toutes les polices, de tous les moyens de pression et mesures de répression. A cela se ramène le fond de la résolution, sous la répugnante littérature qui le dissimule. Ce document est d'ailleurs un produit phénoménal de la confusion des genres : les questions de discipline, donc d'observation des statuts ou d'application des décisions, s'y mêlent à des critiques d'opinion relevant logiquement d'un débat politique, à des affirmations théoriques de cabinet de travail, et à des polémiques diffamatoires ressortissant aux tribunaux de droit commun. La *Lettre de Moscou* publiée plus loin rétablit, quant aux faits récents invoqués, la vérité maltraitée. Venons-en aux conclusions.

La résolution, imputant à Trotsky et à Zinoviev toutes les erreurs, tous les péchés et tous les crimes, avec toutes les circonstances aggravantes possibles, et leur déniait l'honnêteté, l'intelligence, voire la bonne volonté, après avoir rappelé une décision de Congrès prescrivant d'exclure du Parti les malfaiteurs de leur espèce, déclare : « *Sans tenir compte de cela (sic), pour donner encore aux chefs de l'opposition une possibilité de corriger leurs fautes et de revenir de leurs crimes (sic) vis-à-vis du Parti, le Présidium de la Commission de Contrôle s'est contenté (sic) de proposer l'exclusion des camarades (sic) Trotsky et Zinoviev du Comité Central* ». Afin de ne pas quitter ce niveau d'absurdité, la résolution raconte que « *pour ménager une issue aux chefs de l'opposition* » (et pourquoi la leur ménager ?) et pour « *rendre possible la paix dans le Parti* » (mais puisque l'opposition n'existe pas ?), une « *dernière tentative* » (c'est au moins la dixième dernière) a été faite « *pour conserver dans le C.C.*

(1) Ce qui n'implique nullement une approbation de l'attitude de l'opposition en cette circonstance. Nous avons, à l'époque, dans la *Révolution Proletarienne*, exprimé notre opinion là-dessus.

les camarades Trotsky et Zinoviev » (lesquels, d'après le même document, sont dignes de la potence). Cette tentative consistait à demander aux opposants de désavouer leurs propres opinions, de répudier leurs partisans, de cesser d'exister, enfin d'attester que les dirigeants du Parti ne sont pas des thermidoriens.

Autrement dit : si les opposants sont assez lâches, assez bêtes, et assez malhonnêtes pour souscrire à de telles exigences, alors ils seront dignes de rester dans le Comité Central. Voilà qui donne une idée du niveau intellectuel et moral de cette clique, laquelle, pour surcroît de honte, demande à l'opposition un certificat de civisme : dites que nous ne sommes pas des thermidoriens ! Vraiment, la nausée dispense du commentaire.

Et ce n'est pas tout. « *Malgré le caractère élémentaire de ces conditions, les chefs de l'opposition refusèrent de les accepter* ». Alors, l'assemblée les exclut. Mais ensuite, l'opposition, paraît-il, « *jugea nécessaire de commencer la retraite, de se séparer de toute une série de ses fautes* », etc. Du coup, elle se trouva, comme par enchantement, ne plus être exclue et se vit « *infliger un blâme sévère et un avertissement* ». Ce réquisitoire de cour d'assises, tendant à obtenir la peine capitale, se termine par une sanction de garde-champêtre.

Pour couronner l'ensemble, la résolution déclare finalement, en substance, que la déclaration des opposants est sans valeur, la sincérité des signataires étant douteuse. C'était bien la peine, assurément, de faire tant d'histoires pour l'obtenir.

\* \*

De telles énormités se suffisent à elles-mêmes. C'est assez que de les dégager du fatras de textes opaques. Le parti qui en est là n'est plus un parti, mais un troupeau. L'existence de minorités plus ou moins conscientes ne change rien à l'affaire. La dégénérescence par nous signalée en 1924 suit son cours : les résultats sont devant tous. Les masses laborieuses russes se sont soumises à une nouvelle oligarchie en formation, elle-même dominée par une clique où un homme médiocre est tout-puissant. Au lieu de progresser vers le socialisme, la Russie s'en éloigne.

Dans une telle situation, il est clair que le recul de Staline, lors de la session d'août, n'a guère d'importance. La menace d'exclusion, c'est-à-dire de scission, reste entière. Staline n'était pas tout-à-fait prêt en août, il le sera en décembre où le XV<sup>e</sup> Congrès du Parti consacra vraisemblablement la rupture.

Depuis quatre ans, nous n'avons cessé de dire que la politique bolchévique officielle conduisait à cette catastrophe.

BORIS SOUVARINE.

# Guerre et Paix

Dans la *Revue des Deux Mondes* de juillet, il a paru un article signé « trois étoiles » exprimant sans conteste l'opinion de l'émigration russe dont la bourgeoisie européenne fait grand cas. L'auteur écrit :

« Toute la lutte avec le gouvernement des Soviets au moyen de l'intervention de l'étranger, quelle que soit la forme de cette intervention, aurait des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on chercherait à obtenir. Elle ne servirait qu'à exalter le sentiment national chez le peuple qui, aussitôt qu'il s'agirait de lutter contre l'intervention étrangère et mettant son patriotisme par dessus tout, appuierait ce même pouvoir soviétique qu'il déteste »

C'est exactement ce que nous avons dit dans le dernier *Bulletin*, sauf les deux derniers mots, bien entendu, que nous laissons au compte du contre-révolutionnaire (un vrai, celui-ci). Les émigrés, qui ont tout de même appris quelque chose, et les gouvernants bourgeois occidentaux, qui ont du métier, tiennent évidemment compte des leçons de l'intervention de 1918.

Naturellement, il se trouvera un léniniste cent pour cent pour nous accuser d'être de mêche avec la *Revue des Deux Mondes*. On s'en consolera.

Dans le *Temps* du 25 juillet, on pouvait lire l'information officielle suivante :

« LE COMMERCE ANGLO-RUSSE CONTINUE »

« Dans une réponse parlementaire écrite, le Président du Board of Trade a révélé qu'en dépit de la rupture entre la Grande-Bretagne et les soviets, la Grande-Bretagne avait importé en Russie, au cours du mois de juin dernier, des marchandises pour une somme de 862 604 livres et que les Soviets ont reçu de Grande-Bretagne des marchandises pour 274 504 livres ».

L'*Humanité* du 25 août annonce que « L'expulsion des représentants soviétiques alarme le monde anglais des affaires », et que « la vente du pétrole russe en Angleterre s'élève, malgré la campagne de boycottage organisée par le Daily Mail ».

Nous ne nous portons garants ici ni du *Temps* ni de l'*Huma*, mais l'information du Board of Trade est évidemment valable et celle de l'*Huma* est probablement juste. Reste à savoir si les chiffres de Juin traduisent seulement l'exécution de contrats antérieurs et si les réductions de prix des pétroles russes, expliquant le progrès de la vente, ne sont pas temporaires. Mais ceci est une autre histoire.

L'intérêt, pour l'heure, est de constater que la rupture anglo-russe n'a nullement le caractère que lui prêtent les déplorables politiciens du néo-léninisme. Les faits corroborent notre opinion exprimée ici-même.

En outre, il est constant que Baldwin et Chamberlain étaient et sont restés hostiles à la rupture, imposée par les *die hards* —

notamment par le *Home Office* — pour des raisons de politique intérieure. Les récentes déclarations publiques de Baldwin et de Tchitchérine sont assez significatives à cet égard.

\*  
\*\*

Il est intéressant de souligner les contradictions dans lesquelles s'empêtrent les pseudo-malins du Bureau politique russe. Après s'être vantés d'avoir mené la vie dure aux Anglais en Chine, ils se sont mis à hurler que l'Angleterre envoyait des croiseurs en Extrême-Orient pour attaquer la Russie sous prétexte de protéger ses concessions chinoises. Toute une littérature officielle russe montre l'Angleterre *sur la défensive* (dans cette phase critique de la révolution chinoise) : lui imputer ensuite l'initiative de l'offensive, c'est se contredire sottement.

Une autre version des mêmes touche-à-tout inconséquents est celle de la guerre pour l'ouverture du marché russe. Or, les données soviétiques établissent que la Grande-Bretagne est pour la Russie un marché bien plus important que celle-ci pour celle-là... En outre, l'ouverture des frontières économiques russes profiterait à l'Allemagne, à la France, aux Pays Scandinaves, aux Etats-Unis, etc., plus qu'à l'Angleterre.

Une troisième version est celle d'une guerre destinée à empêcher Staline d'édifier « le socialisme dans un seul pays ». Ici, le stupide et le grotesque dépassent tout. Déranger un Staline et sa clique dans leur besogne de liquidation des conquêtes d'Octobre, de démolition du Parti, de désorganisation de l'économie soviétique, de discrédit de l'idée communiste ? Les hommes d'Etat anglais ne sont pas si bêtes. Ils paieraient cher, au contraire, la fraction stalinienne pour l'encourager dans une besogne de cette espèce.

\*  
\*\*

Au Comité central russe, Tchitchérine et Ossinsky ont contredit la thèse officielle sur la guerre.

Encore des traîtres de notre sorte ?

Que le Politbureau continue à faire des siennes et nous finirons bien, banquiers, pétroliers et maîtres de forges aidant, par l'avoir, la guerre. Car dans l'Europe d'aujourd'hui, pour rendre possible une catastrophe, il n'est pas besoin d'être belliqueux : il suffit d'être stupide.

B. S.

# « La Science de la Révolution »

Nul ne saurait nier la très grave crise actuelle du mouvement prolétarien international : dans le domaine de l'organisation, nous voyons la division, voire l'émiettement et la dispersion des forces prolétariennes ; dans la sphère de l'idéologie, on constate un profond malaise, dû à la stagnation prolongée de la théorie socialiste et communiste.

Dans le camp réformiste, le ministérialisme a fait des progrès si rapides que les théoriciens n'ont plus le temps d'arrondir de belles théories en justification de leur pauvre pratique. Dans l'Internationale communiste, les gens qui ont quelque chose à dire sont des indésirables, la presse communiste n'est ouverte qu'aux produits indigestes de piétres apprentis abrutis par la prose de Boukharine, et les grands rédacteurs à la Martynov n'osent publier les articles sérieux de militants n'appartenant pas aux « sommets » officiels, de peur de laisser passer une idée non « dans la ligne » et de s'attirer ainsi la qualification de petit-bourgeois et de menchévik de la part des puissants « supérieurs ».

Mais si la théorie du prolétariat est pour un temps dans l'impasse, le monde ne reste pas sur place à attendre que les avocats du réformisme ou les chefs du communisme officiel se mettent à la page. Il continue à évoluer, à produire des phénomènes nouveaux, à battre en brèche des opinions paraissant solidement établies et dûment sanctionnées par la compétence des théoriciens professionnels. D'un côté, le développement économique des Etats-Unis ne semble pas se conformer aux lois de l'évolution capitaliste formulées par le marxisme, et, d'autre part, nous assistons, dans l'Union soviétique, à un spectacle qui jette dans le désarroi l'esprit de bien des communistes. Ajoutons-y l'échec manifeste de toutes les tentatives et promesses réformistes, depuis le début de la grande vague ministérialiste de 1918, et l'on comprendra que ceux qui réfléchissent et refusent d'avalier toutes les « vérités » contradictoires confectionnées en haut lieu, commencent à chercher une issue à l'impasse, à scruter la réalité pour y trouver des données permettant de s'orienter.

Des natures faibles, abattues, se réfugient comme Henri de Man, « au delà du marxisme », dans de confuses spéculations abstraites ; d'autres tels Arthur Wauters et A. Vienne, rêvent déjà d'une nouvelle « réforme du réformisme » ; et des hommes doués d'une capacité de pénétration plus aiguë, comme l'allemand Sternberg, s'efforcent sincèrement, mais vainement, de développer la théorie marxiste par une nouvelle analyse de l'impérialisme.

Le livre de Max Eastman, *La Science de la Révolution*, est, lui aussi, une expression de ce malaise du mouvement ouvrier, une tentative de chercher une issue à l'impasse, de surmonter la stagnation intellectuelle, de résoudre la poignante contradiction entre une idéologie déclinante parce qu'elle est dépassée par les événements et les

conditions de lutte de notre époque. Mais tandis que les uns rejettent la doctrine et la pratique de la lutte de classes, pivot du marxisme, que d'autres ne repoussent que la pratique révolutionnaire tout en se cramponnant encore au nom de Karl Marx, le camarade Eastman veut rester fidèle à la révolution prolétarienne et ne croit pouvoir la sauver qu'en rejetant une bonne part (nous allons voir que c'est à peu près tout l'essentiel) de l'œuvre de Marx et d'Engels.

Le réformisme abandonne de plus en plus ouvertement le marxisme, après l'avoir renié depuis de longues années sous le couvert d'une phraséologie pseudo-marxiste ; chez les révolutionnaires nous voyons les uns substituer au marxisme une bouillabaisse de formules rigides, appelée « léninisme », et les autres abandonner Marx dans le désir sincère de servir la cause ; mais pour nous, la théorie et la pratique de la lutte de classes, telles que Marx les a définies, n'ont rien perdu de leur valeur et c'est uniquement par la méthode du marxisme, en revenant à Marx et non en le « surmontant », que le mouvement prolétarien de nos jours retrouvera sa force intérieure et son unité, sa puissance matérielle et spirituelle, son élan et sa combativité.

## Le socialisme scientifique

Avant d'entreprendre la critique du livre d'Eastman, il importe de rappeler, en quelques traits, les points essentiels de la doctrine marxiste.

Au moment où Marx apparut dans l'Histoire, le socialisme gagnait pour la première fois une envergure jusqu'alors inconnue. Sous l'impulsion d'un capitalisme plein de force expansive et de la misère des exploités qu'il comportait, partout se développaient des sectes et des écoles socialistes, dont la critique de l'ordre existant était aussi véhémement que leurs programmes et leurs moyens étaient naïfs et utopiques. Si les uns espéraient que le monde de leurs rêves serait le résultat de la magnanimité des classes dirigeantes ou de petits remèdes d'association et de coopération des producteurs, d'autres, comme Blanqui et Weitling, préconisaient la révolution pour instaurer la société nouvelle. Mais pour tous, le socialisme était l'idéal né de leurs aspirations généreuses, réalisable à tout moment et en tout lieu, dès qu'un heureux hasard, soit la renonciation des classes possédantes à leurs privilèges, soit la force du mouvement coopératif, soit la réussite d'un coup de main, permettrait d'appliquer leurs belles théories.

Marx n'était pas moins pénétré que ses contemporains de l'idéal socialiste et du désir de le réaliser. Mais plus clairvoyant que les autres, il comprenait que l'histoire humaine se soucie peu des idéaux de tel individu ou de tel groupe. La Révolution française, où les hommes avaient combattu pour la Liberté, l'Egalité et la Fraternité pour en arriver au Consulat et à l'Empire, et à l'établissement de la société bourgeoise, lui

avait enseigné que le meilleur idéal et la plus noble intention comptent peu dans des événements historiques soumis à un cours que des forces alors encore inconnues leur prescrivent. Abordant la question en réaliste, Marx dut se demander si, en combattant pour le socialisme, il ne combattrait pas pour un objectif irréalisable dans les conditions données, c'est-à-dire pour une utopie.

Que la société humaine évolue, qu'elle ne reste pas sur place, que les rapports entre les hommes changent sans cesse, cela était démontré à l'évidence par les grands bouleversements sociaux qui venaient de s'accomplir. Pour savoir si le socialisme était réalisable, Marx dut découvrir les lois qui commandent le développement social, et se rendre compte de la direction de celui-ci.

Avant lui, Hegel avait entrepris de découvrir la force motrice de l'évolution des idées. Il avait expliqué le mouvement de l'esprit en démontrant que chaque idée porte en elle son contraire, sa propre négation, et que le développement des deux aboutit à leur union, à leur synthèse en une unité supérieure. Ce processus d'évolution, appelé « dialectique », avait été conçu par Hegel dans le monde des idées. Mais Marx, matérialiste, ne pouvait admettre que l'évolution sociale fût commandée par l'idée, identifiée par Hegel avec Dieu. Il s'aperçut cependant que la « dialectique » de Hegel reflétait le mouvement réel de la nature, des conditions matérielles où nous vivons (1).

Comme les idées n'existent que dans la tête des hommes et qu'il faut se nourrir, s'habiller et se loger, par conséquent produire, pour vivre et pour avoir des idées, Marx affirma, contrairement à Hegel, que la force motrice du développement de la société humaine n'est pas une idée mystique planant comme Dieu au-dessus du monde, mais les conditions mêmes dans lesquelles les hommes produisent pour vivre. Ainsi, le déterminisme historique, base de toute la doctrine marxiste, révèle non seulement par quoi les idées et les aspirations des hommes sont conditionnées, mais encore dans quelle direction le développement des forces productives fait évoluer la société.

Le moteur essentiel de l'évolution sociale une fois trouvé, Marx devait analyser les lois économiques de l'époque concrète où il vivait, de l'époque capitaliste, pour savoir si le socialisme est réalisable ou non dans les conditions données. Les résultats de ce formidable travail sont principalement les trois volumes du *Capital* et un autre ouvrage publié en français sous le titre *Histoire des Doctrines Economiques*. L'étude de l'économie capitaliste, des lois qui la régissent et des forces qu'elle développe, lui apprit que le socialisme, idéal utopique pour les autres socialistes, pouvait être l'aboutissement du développement de la production capitaliste. Pour la première fois, le socialisme était plus qu'un pieux désir : un but réalisable par les efforts de la classe exploitée, du prolétariat moderne, qui n'est que l'exécuteur des lois inhérentes au développement même des choses.

(1) Voir les exemples donnés par Engels dans l'*Anti-Dühring* et Plékhanov dans ses *Questions fondamentales du marxisme*.

Ainsi le socialisme scientifique de Marx et d'Engels, opposé à toutes les écoles socialistes primitives et utopiques, bouleversa la pensée socialiste. Il substitua à la naïve croyance et aux illusions des diverses sectes une assurance basée sur l'intelligence scientifique du processus de l'évolution sociale. Il substitua aux projets destinés à être réalisés du jour au lendemain, applicables en tout temps et en tout lieu, la conviction scientifique que le socialisme serait le résultat d'une longue évolution, d'une série de luttes sociales au cours desquelles se développeraient les fondements objectifs du socialisme, d'une part, et la conscience, la compréhension, la capacité de la classe ouvrière, d'autre part. Il détruisit les illusions dans la réalisation d'un meilleur ordre social par les classes possédantes, tout en affirmant contre le blanquisme (sans cependant méconnaître les grands mérites de Blanqui dans le mouvement prolétarien) qu'un heureux coup de main d'hommes résolus et dévoués pourrait bien arracher aux exploités le pouvoir, mais que l'émancipation des travailleurs et l'édification du socialisme ne pourront être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Grâce à l'union que le socialisme scientifique établit entre le mouvement ouvrier et le socialisme, la tactique de ce mouvement trouve dans les enseignements du marxisme un guide sûr à travers toutes les difficultés, toutes les vicissitudes de la lutte des classes. L'échec des réformistes, qui abandonnent le but socialiste pour se confiner dans un rapiéçage de la société existante (2), de même que la faillite de toutes les tentatives sectaires de réaliser le but socialiste sans tenir compte du mouvement, démontrent suffisamment que seul le marxisme, le socialisme scientifique, est à même de guider la classe prolétarienne dans sa lutte émancipatrice, vers la victoire.

### L' « idéalisme » de Marx

Nous avons vu que le marxisme repose sur trois piliers essentiels : la méthode dialectique, permettant de reconnaître comment se transforme le milieu ambiant ; le déterminisme économique, révélant que les forces qui font agir les hommes et évoluer la société résident dans les conditions mêmes où les hommes produisent leurs moyens de subsistance ; l'analyse du mécanisme de la production capitaliste, apprenant que le capitalisme en se développant développe aussi, concentre, dresse, unit, organise en son sein son propre fossoyeur, la classe prolétarienne, tout en préparant, par le processus de centralisation, la main mise du prolétariat sur la production de plus en plus collective, et tout en suscitant, par les contradictions que comporte l'extension de la production capitaliste, la révolte des exploités contre les détenteurs des moyens de production.

Or, Eastman s'attaque, dans son livre, à ces trois piliers du marxisme. Il repousse le matérialisme dialectique, raille le déterminisme économique et paraît mépriser l'œuvre gigantesque de l'économie marxiste.

(2) Le mouvement est tout, le but n'est rien (Bernstein).

Certes, le livre d'Eastman n'a rien de commun avec les nombreuses critiques bourgeoises de l'œuvre de Marx, qui brillent en général par la complète ignorance du sujet traité. Il est, au contraire, un ouvrage bien documenté, décelant un sérieux effort de servir la cause révolutionnaire. Mais il faut constater avec regret que cet effort a été vain, et nous croyons pouvoir démontrer que ses coups portés aux fondements du marxisme ont endommagé plutôt son propre instrument. En revanche, l'ouvrage contient sur ce qu'on appelle le « léninisme » de précieuses indications, qui ne seront toutefois pas du goût des bolchévisateurs.

Eastman s'en prend d'abord au matérialisme dialectique. En adoptant la dialectique d'Hegel et en l'appliquant au monde matériel au lieu de l'appliquer aux idées, Marx et Engels, loin de se soustraire à l'emprise du mysticisme et de la métaphysique, n'auraient que substitué un autre genre de mysticisme et de métaphysique à celui de Hegel. Marx « n'a pas réussi à se soustraire à la « théorie spectaculaire » de la connaissance ni à abandonner aucune des prétentions essentielles de la métaphysique » (p. 20).

« Dans le Capital, comme dans la Sainte Famille, la force qui assure l'évolution du capitalisme jusque vers le point de rupture et la création de l'Etat communiste, n'est autre chose que la nécessité logique de l'ascension de l'Inférieur au Supérieur, nécessité que Hegel avait imposée à l'Univers entier, au nom de Dieu » (p. 117-18).

Aux yeux d'Eastman, les forces productives, d'après Marx et Engels, forces motrices de l'évolution de la société, jouent dans la doctrine marxiste le même rôle mystique que l'Idée, le Dieu de Hegel.

« Il est facile de mépriser son idéal, de le traiter comme un simple signe d'une crise dans l'évolution des forces matérielles, lorsqu'on a déjà confié la réalisation de son idéal à ces forces matérielles elles-mêmes » (p. 101).

La méthode dialectique, débarrassée par Marx de la métaphysique hégélienne reste pour Eastman néanmoins une « psychologie religieuse » (p. 45), une philosophie dont plus d'un des disciples de Marx tire « un réconfort analogue à celui que les âmes pieuses trouvent dans leur Dieu » (p. 44), de sorte que le marxisme lui apparaît comme « un schéma destiné à convaincre le croyant que l'Univers lui-même engendre automatiquement une société meilleure et que lui, le croyant, n'a qu'à suivre le mouvement général de cet univers » (p. 42).

Les marxistes orthodoxes « personnifient l'histoire, en lui attribuant un but, ou un « résultat » ou une série de « résultats », et déclarent que ces résultats sont déterminés économiquement. Ils défendent une philosophie de l'histoire animiste et abstraite contre une étude concrète et scientifique des événements historiques » (p. 68). Et plus loin, opposant Darwin à Marx, Eastman expose en quoi Marx a eu tort : « Darwin avait entrepris l'explication de l'évolution sans aucune prétention de prédire l'avenir du processus. Ses livres sont un modèle de l'art de recherche pur, dans la mesure où un esprit finaliste est capable de s'élever à cet art » (p. 78).

L'« idéalisme », la « métaphysique », l'« animisme » de Marx consistent donc, selon Eastman, en ce que Marx fait jouer à l'histoire, aux forces économiques, le rôle que Hegel faisait jouer à Dieu. Une telle affirmation est vraiment... surprenante. Comment peut-on mettre sur le même plan « l'Idée » abstraite de Hegel et les forces productives qui sont une réalité si concrète, si effective, que toute vie humaine, et par là aussi toute pensée, toute idée, s'éteindrait dès que les hommes cesseraient de produire ? Hegel rêve de l'ascension logique de l'Inférieur au Supérieur, déterminée pour lui par la volonté de Dieu. Marx constate la simple vérité que la production est à la base de tous les désirs, de toutes les pensées, de tous les actes sociaux, il recherche les tendances nées de la production capitaliste dans les différentes catégories de la population et il parvient ainsi à dégager les lois régissant le système social actuel, à déterminer le point vers lequel ce système évolue. La différence entre Marx et Hegel saute aux yeux. Pour Eastman, l'un et l'autre sont imbus de mysticisme, d'animisme, de métaphysique.

Cependant, Eastman reproche à Marx d'avoir, contrairement à Darwin, abordé ses recherches avec le désir de trouver dans le monde réel la promesse ou la perspective de la réalisation de son idéal socialiste, d'avoir, pour ainsi dire, imposé à l'univers ou transposé dans l'univers une volonté qui ne se trouvait nulle part ailleurs que dans son cœur et son cerveau. Mais Eastman serait bien embarrassé de nommer un savant qui ne soit guidé dans ses recherches par un but quelconque, par le désir d'aboutir à tel ou tel résultat. La découverte de Neptune est-elle moins réelle et plus mystique pour la raison que le savant s'était proposé de la trouver ? Si Marx avait eu à analyser le mécanisme de la production dans l'antiquité, il aurait conclu que le socialisme est une utopie, si ardemment qu'il en eût désiré la réalisation. Si les résultats de l'analyse de Marx coïncident avec ses désirs, ce n'est pas une raison suffisante pour repousser sa théorie. En appliquant les arguments d'Eastman aux autres sciences, il ne resterait pas grand'chose de tout ce que l'esprit humain a conquis au cours des siècles.

L'évolution antagonique exprimée par la méthode dialectique ne trouve pas non plus l'approbation d'Eastman. C'est pourtant l'expression la plus parfaite, la plus conforme à la réalité, de toute évolution observable dans notre ambiance. Engels et Plékhanov ont précisément consacré d'importants ouvrages à la démonstration de ce fait. Mais, fait singulier, la plupart des critiques du marxisme ont attaqué la dialectique en ignorant tout cela, tandis que notre ami Eastman la combat tout en connaissant le marxisme.

Néanmoins, n'y a-t-il pas trace de mysticisme et de métaphysique dans l'affirmation que le socialisme sera le produit fatal du développement capitaliste ? Marx et Engels ont justement souligné plus d'une fois que le capitalisme pourrait bien, dans certaines circonstances, aboutir à autre chose qu'à l'ordre socialiste. Au commencement du *Manifeste Communiste*, on peut lire que la



lutte entre oppresseurs et opprimés finissait toujours « soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte ». Dans l'*Anti-Dühring*, Engels formule pour la société actuelle la formule alternative : « Réalisation du socialisme ou chute dans la barbarie ! » Et puisque Eastman cite Rosa Luxembourg comme exemple des « âmes pieuses » qui tirent de la dialectique un « réconfort » analogue à celui que d'autres trouvent dans leur Dieu, il nous sera permis de lui rappeler le dernier chapitre de sa *Crise de la Social-démocratie*, où Rosa, elle aussi, loin de chercher du « réconfort » dans des forces mystiques, indique, nettement qu'une répétition de la guerre mondiale, exterminant les forces combattives de la classe ouvrière, anéantirait les perspectives de victoire du socialisme et ouvrirait la voie à la seconde prévision d'Engels : « chute dans la barbarie », ce qui signifie, dans les termes du *Manifeste*, la destruction des deux classes en lutte.

### Le déterminisme économique

vu par Eastman

Si, dans sa critique de la méthode dialectique, Eastman néglige certains faits d'une importance capitale, sa lutte contre le déterminisme économique ne diffère malheureusement en rien de celle d'autres adversaires de Marx. Ce qu'il réfute, ce n'est pas le matérialisme historique de Marx, mais sa caricature. Aussi, aucun de ses arguments ne peut-il porter.

Les critiques du déterminisme économique soutiennent souvent que le marxisme néglige le rôle des individus dans l'histoire. D'autre part, ils demandent aux marxistes pourquoi ils luttent puisque le capitalisme engendre fatalement la société nouvelle, nécessité historique. L'argument montre que ces critiques n'ont pas saisi la différence entre la société et la nature.

Si l'on mélange différentes matières, la chimie permet d'en prédire le résultat. Il s'effectuera sans que le facteur humain intervienne. Les lois sociales, par contre, se manifestent à travers la matière spéciale dont se compose la société : les êtres humains, doués d'une volonté, d'une intelligence, de mouvements propres, qui font défaut à la matière soumise à la chimie, à l'astronomie, à la biologie, etc. Leur volonté et leurs actes comptent dans le processus de transformation sociale.

Plékhanov a très bien exprimé cette idée en disant : « Ici, tout dépend de la question de savoir si ma propre activité est un anneau nécessaire dans la chaîne d'événements nécessaires. Si oui, moins j'hésiterai, et plus mes actes seront décisifs ». Eastman cite cette phrase, mais au lieu d'en saisir le sens profond, il affirme (p. 45) que le « moi » n'a aucun « intérêt à savoir si, oui ou non, son activité pratique forme un anneau nécessaire dans la chaîne d'événements nécessaires ». Il serait vain de se disputer pour savoir si les hommes ayant reconnu le cours des événements historiques doivent combattre pour réaliser les buts fixés par l'histoire ou croiser les bras en laissant « travailler » les événements pour eux, car les

hommes sont partie intégrante de ces événements et le mécanisme de la production capitaliste les oblige à lutter dans ce sens, qu'ils le veulent ou non.

Eastman combat un déterminisme que Marx et Engels n'ont jamais professé. Ils n'ont, en effet jamais affirmé que la façon dont les hommes produisent constitue la « seule et unique cause » (p. 56) des événements historiques. Aussi n'ont-ils (ou plutôt Engels) jamais eu besoin d'« atténuer la rigueur » (p. 63) de leur théorie. Cet argument se retrouve dans presque toutes les critiques anti-marxistes, mais il est manifestement faux. Marx écrit, par exemple, dans le *18 Brumaire*, en 1852, c'est-à-dire une quarantaine d'années avant les soi-disant « atténuations » d'Engels :

« Les hommes font leur propre histoire, mais pas de leur propre gré, dans des conditions choisies librement, mais qu'ils ont trouvées toutes faites, conditions données et héritées. »

Il est évident que d'autres facteurs que l'économie jouent un rôle dans l'histoire ; ni Marx, ni Engels n'ont nié, au contraire, l'influence exercée par la superstructure idéologique, politique, juridique, etc., sur les événements. Mais ils n'ont jamais cessé d'affirmer que le cours des événements historiques est déterminé en dernier ressort par la structure économique et par les lois auxquelles cette structure est soumise. C'est précisément en tenant compte du facteur humain qu'ils n'ont jamais parlé d'un développement automatique, que leurs critiques, Eastman compris, s'obstinent à leur reprocher.

Un autre exemple de la façon mécanique dont Eastman comprend la conception matérialiste de l'histoire est donné par ses remarques relatives à la conformité du développement de la base économique de la société et de sa superstructure. C'est l'astronomie qui lui cause des nuits blanches et il revient à plusieurs reprises à cette question (pp. 74 et 83). « La science de l'astronomie, par exemple, si elle n'est pas une simple idéologie, doit être non seulement un reflet exact des mouvements économiques qui s'accomplissent sur la terre ». Cette proposition qui paraît à notre auteur « assez absurde » ne l'est que si l'on veut expliquer chaque progrès de la science par un événement économique, — exagération, en effet, absurde, de la théorie marxiste. Mais Eastman n'ignore pas que l'économie est pour quelque chose même dans l'astronomie. Le développement sensible de l'astronomie dans l'Égypte des Pharaons est dû en partie à l'économie, car les Égyptiens avaient besoin de prévoir les crues du Nil, qui fertilisaient leurs champs, et comme ces crues étaient liées à l'ordre des saisons, force leur était de rechercher dans les astres les influences inconnues. Les lois selon lesquelles se meuvent les astres n'ont rien à voir dans l'économie ; mais ce sont les conditions économiques qui stimulent les hommes à faire certaines découvertes et parfois les empêchent d'en faire d'autres.

De même quant aux inventions. L'histoire nous apprend que les anciens connaissaient la vapeur et s'en servaient pour construire des jouets. Ce n'est que dans un système donné de production matérielle que le besoin stimula les

inventions dans un certain sens et que nous connûmes les progrès techniques du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cependant, Eastman a encore d'autres arguments : « *Les marxistes se sont toujours demandé pourquoi... les doctrines de Marx qui, dans sa propre opinion, s'appliquaient plus particulièrement à l'Angleterre, n'y ont jamais trouvé une adhésion ferme. Elles n'ont jamais non plus trouvé une adhésion ferme en Amérique, excepté parmi les émigrés venus de l'Europe continentale, bien que l'Amérique ait remplacé l'Angleterre comme modèle de l'évolution économique analysée par Karl Marx* » (p. 223). « *Nulle personne pensant sérieusement et concrètement à ce qu'elle dit, ne saurait prétendre que la forme politique qui existe en Russie et les idées propagées par le parti communiste sont un reflet des conditions économiques existantes* » (p. 187).

Ces citations démontrent qu'Eastman critique une théorie qui n'a jamais été formulée par les fondateurs du socialisme scientifique. Le rôle dominant de ces pays dans l'économie mondiale y a créé une situation avantageuse à certaines parties de la classe ouvrière, qui pouvaient aspirer ainsi à s'installer dans l'ordre capitaliste au lieu de le renverser. Déjà, en 1885, Engels a insisté sur ce fait dans la préface à *La Situation de la Classe travailleuse en Angleterre*. Bien que l'indifférence du prolétariat de ces pays à l'égard du marxisme semble contredire celui-ci, cette théorie seule parvient à expliquer ce phénomène, d'ailleurs, selon nous, passager.

La remarque sur la Russie révèle également une compréhension du déterminisme mécanique et rigide, contraire à l'idée de Marx et Engels. Si l'on prend la Russie isolément, on peut prétendre que sa superstructure avancée ne s'accorde aucunement avec la base économique arriérée. Mais dès qu'on envisage la Russie comme partie intégrante de l'économie mondiale—et impossible de faire autrement, à moins d'adopter les fameuses « théories » (sic) staliniennes sur « le socialisme dans un seul pays »—on doit reconnaître que l'influence de la base économique des pays avancés peut créer dans un pays arriéré une idéologie relevant, non de l'économie de ce seul pays, mais de l'ensemble des conditions économiques existantes.

En 1848, à la veille de la révolution, Marx et Engels écrivaient dans le *Manifeste* :

« *C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.* »

Cette même phrase conserve toute sa valeur pour 1917, si l'on substitue *Russie* à *Allemagne* et si l'on ajoute *et l'Allemagne* après la *France*. Le mouvement prolétarien russe a profité des expériences révolutionnaires d'autres pays, s'est assimilé la théorie élaborée dans les pays plus avancés, sans compter que la Russie capitaliste

a emprunté sa structure technique et économique au capitalisme occidental non pas du XVIII<sup>e</sup>, mais du XX<sup>e</sup> siècle.

### Science sociale ou psychologie ?

Après avoir infligé ses démentis à la dialectique et au déterminisme économique, Eastman part en guerre contre la lutte de classes. Il reconnaît qu'elle existe, que « *le seul moyen de transformer révolutionnairement la société actuelle consiste à organiser la lutte de la classe ouvrière* » (p. 74). Mais il appelle « incroyable » (p. 73) l'idée que l'histoire, à l'exception de ses phases primitives, est l'histoire des luttes de classes. Il lui paraît absurde et métaphysique de représenter les luttes de classes comme la révolte des « forces de production » contre les « rapports de production ».

Et pourtant, malgré l'apparence abstraite de ces deux termes, on trouve rarement quelque chose de plus concret que cette lutte éternelle entre les forces productives et les conditions où les hommes produisent, c'est-à-dire entre les « forces de production » et les « rapports de production ». Dans l'*Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'État*, Engels démontre comment le système adopté par les hommes pour désigner leurs liens de parenté reste établi et solide pour toute une période pendant laquelle la forme de la famille subit des modifications, de sorte qu'à la fin, ce système ne correspond plus à la réalité. Après cette démonstration, Engels déclare qu'il en est de même des autres systèmes.

Or, les fameux « rapports de production » si abstraits pour Eastman, ne sont que le système établi par les hommes pour encadrer et réunir les agents de la production, et régler leurs rapports de producteurs. Mais les forces productives — est-il besoin d'expliquer ce mot ? — se développent et les hommes s'aperçoivent, à un certain moment, que le système antérieur ne correspond plus aux forces productives devenues trop puissantes pour que le vieux système suranné puisse les contenir. Et ce n'est ni une « abstraction » ni de la « métaphysique » : simplement la réalité, tant de fois observée !

Rien de plus naturel, donc, que de considérer cette lutte, dont les protagonistes sont les classes sociales, comme le *facteur décisif* de l'histoire humaine à partir du moment où les forces productives ont atteint un certain degré. Nier que d'autres facteurs jouassent un rôle, personne n'y songe, mais la lutte de classes, déterminée par la structure économique de chaque forme sociale, est le *facteur prédominant*, celui dont il est le moins permis de faire abstraction. Ce serait évidemment une grave erreur que de vouloir expliquer n'importe quel événement par la lutte des classes.

Dans sa préface au *18 Brumaire*, datée de 1869, soit près de 25 ans avant les prétendues « atténuations » d'Engels, Marx indique on ne peut plus nettement comment il envisage la lutte des classes dans l'histoire. Comparant son analyse du coup d'État de Louis-Napoléon à celles de Victor Hugo et de Proudhon, il écrit : « *Moi, par contre, j'expose comment la lutte de classes en France a créé des conditions et des circonstances*

donnant à un personnage médiocre et grotesque la possibilité de jouer un rôle héroïque ».

Jusqu'à présent, les adversaires de Marx se sont servis de ces constructions artificielles pour « réfuter » le marxisme et y trouver des contradictions. De la part d'un homme comme Eastman, on était en droit d'attendre une critique plus sérieuse.

Au fond de l'opposition d'Eastman au marxisme se trouve sa répugnance à reconnaître que la société forme un tout, soumis à certaines lois comme l'individu, la plante, le monde inorganique ou le monde planétaire. Eastman condamne comme mystique la tentative de Marx de rechercher les lois que subit la société humaine. Il emploie, il est vrai, le mot *histoire*, mais de tout son livre ressort que c'est bien pour une histoire déterminée, l'histoire de la société qu'il ne veut admettre aucune loi semblable aux lois naturelles. Aussi est-il contraint d'abandonner l'ensemble de la société pour transporter ses recherches vers les individus qui la composent. Au lieu de chercher les forces motrices du développement social dans l'économie, c'est-à-dire dans l'ensemble des conditions de la production, il les cherche dans... le cœur humain (p. 70). Pour faire la révolution, il faut étudier... la biologie et la psychologie (p. 27).

En déclarant que « la volonté révolutionnaire est inhérente aux révolutionnaires, et non à l'univers » (p. 209), Eastman oublie : 1° que la volonté inhérente aux révolutionnaires est déterminée avant tout par les conditions économiques de l'époque où ils vivent ; 2° que l'« univers » auquel la volonté révolutionnaire serait inhérente, d'après Marx et Engels, est la société, donc un « univers » restreint, nettement défini. Mais cette phrase révèle l'essentiel de son opposition au marxisme. Pour Eastman, « les mouvements de l'esprit ne sont qu'un prolongement, une continuation des mouvements matériels du système nerveux, des mouvements d'ordre adaptatif et pratique » (p. 25). C'est dans ce sens qu'il croit devoir opposer la biologie, la physiologie et la psychologie à l'étude des lois économiques de Marx.

Mais Eastman se trompe en se figurant qu'il oppose ainsi au marxisme « métaphysique » une science nouvelle supérieure. Evidemment, les mouvements de l'esprit, fonctions du cerveau, se sont développés tout comme les autres organes et facultés des espèces animales, dans la lutte incessante pour leur existence, contre l'ambiance, la nature. Et lorsque Eastman applaudit à la déclaration d'Engels, dans le discours funèbre sur la tombe de Marx, que « les hommes ont besoin avant tout de manger, de boire, de vivre et de s'habiller et que ce n'est qu'après avoir satisfait tout ces besoins qu'ils peuvent songer à s'occuper de politique, de science, d'art et de religion », en s'efforçant de l'opposer à la « métaphysique » marxiste, il perd de vue que le problème est plus compliqué pour l'homme que pour les autres animaux, la satisfaction des besoins de l'être humain n'étant pas le simple résultat de l'adaptation à la nature, car la production, base de la satisfaction de ces besoins, est tout autant un rapport des hommes entre eux qu'entre les hommes et la nature. Il y a ici dans l'argumentation d'Eastman un *missing*

link, un chaînon qui manque : la société humaine, les rapports de production, actes collectifs réunissant les hommes en des organismes soumis à des lois dont notre camarade veut faire abstraction à tout prix.

La physiologie et la psychologie peuvent donc être fort précieuses pour éclairer les mouvements de l'esprit humain, mais uniquement dans le cadre réel où l'homme se trouve, se meut et se débat dans la société. Dès qu'on néglige la société et qu'on tâche d'expliquer les idées par la biologie et par la psychologie seules, sans tenir compte des conditions économiques et sociales, auxquelles les pensées et les actes des hommes doivent s'adapter autant qu'à la nature, la physiologie et la psychologie, le « cœur humain » et la « nature humaine », si souvent invoqués par Eastman, n'expliquent plus rien du tout.

PRIMUS.

(La fin au prochain numéro)

## Bibliographie

Nous avons reçu :

EDOUARD KASYADE : Prétexte, suivi d'une lettre à André Breton.

DOCTORESSE PELLETIER : Le Célibat, état supérieur. L. ARAGON, A. BRETON, P. ELUARD : Lautréamont envers et contre tout.

MANUEL DEVALDÈS : Des cris sous la meule... (Paris, *Les Humbles*).

\*\*\* Un Livre Noir ; diplomatie d'avant-guerre et de guerre d'après les documents des archives russes (1910-1917).—Tome III, août 1914-avril 1915 (*Librairie du Travail*, 96, Quai de Jemmapes, Paris, X°).

J. ORHOTNIKOV et N. BATCHINSKY : La Bessarabie et la Paix européenne (avec une préface d'Ernest Lafont). (Paris et Prague, *Association des Emigrés Bessarabiens*).

EDOUARD DUJARDIN : Le Dieu Jésus. Essai sur les origines et la formation de la légende évangélique (Paris, *Albert Messein*).

PIERRE LA MAZIÈRE : Israël sur la terre des Ancêtres (Paris, *Baudinière*).

ROBERT SALOMON : Babel sans femmes, roman. (Paris, *Aux Éditions de France*).

EMMANUEL D'ASTIER : Passage d'une Américaine. Lithographies de GEORGES ANNENKOFF (A Paris, *Au Sans-Pareil*).

VASSILI SCHOULGUINE : La Résurrection de la Russie. Mon voyage secret en Russie Soviétique (Paris, *Payot*).

HENRI DE MAN : Au-delà du marxisme (Bruxelles, *l'Eglantine*).

R. SAVATIER : La Russie bolchéviste vue à travers ses lois (Paris, *Sirey*).

## Boîte aux lettres

Sarah Menant, Brunand, Marchais, Fradin, J. de Kadt, Mailland, Chaverot, Bodin, Pierre Blum, Toussaint, Kernbaum, Lorient, Jouveshommes. — Accusons réception.

Sabin. — Statuts et règlements Parti russe ne permettent pas à un communiste intervenir dans cellule autre que la sienne. Et comme la pratique lui impose silence dans sa propre cellule, voyez ce qui reste de liberté d'expression.

Karl Teator. — Envoyez second article, s. v. p.

N. N. — En Russie, la censure s'appelle « glavit ».

Souzy. — Excusez silence. Aurez lettre fin du mois, *Albrespy*. — Rectifions adresse.

# La crise du P. C. Russe

## La Déclaration des Trois Mille

Depuis 1924, la classe ouvrière russe est privée de tout droit de critique, d'initiative, d'expression. Ni le parti communiste, ni les syndicats, ni les soviets ne peuvent élever leur voix. La parole et l'écrit sont monopolisés, comme le pouvoir, par une nouvelle caste privilégiée de fonctionnaires dont la politique incohérente et les volontés contradictoires sont imposées à la masse au moyen d'une bureaucratie innombrable appuyée d'aveugles forces policières et militaires.

Cet état de choses trouve une illustration particulièrement frappante dans le fait que les artisans même de la révolution d'octobre, les hommes les plus en vue de la République soviétique, parmi lesquels des membres du Comité central du Parti bolchévik, hier encore membres du Bureau politique de ce parti — c'est-à-dire de l'organe souverain — sont depuis trois ans dans l'impossibilité d'émettre une opinion devant le prolétariat.

Comme sous l'ancien régime, l'opposition communiste et révolutionnaire est acculée à l'illégalité pour remplir son devoir d'éducatrice de la classe ouvrière. Ses articles, déclarations et documents, dactylographiés clandestinement, circulent sous le manteau. Il faut risquer sa sécurité, son travail, son pain pour les reproduire ou les transmettre. Penser, écrire, parler sont crimes de lèse-léninisme : car tout régime absolutiste a besoin d'une religion et, dans la Russie d'après la mort de Lénine, c'est la léninomanie, infâme parodie de fidélité à la mémoire de Lénine et monstrueuse dégénérescence, c'est le prétendu léninisme qui en tient lieu.

Depuis trois ans, répétons-le, toute discussion est interdite dans les rangs bolchéviks. « *Le Parti ne veut pas discuter* », prétend cyniquement le même Boukharine qui, en 1918, en pleine guerre étrangère et guerre civile, organisait une fraction armée dans le Parti et publiait un journal contre le Comité central. « *Le Parti ne veut pas discuter* », répète-t-il chaque fois qu'une velléité se dessine de secouer la tyrannie des parvenus qui étouffent la voix du prolétariat russe. Et il fait rabâcher sur tous les tons la formule par sa petite clique des Slepko, des Stetsky, des Astrov, des Maretsky et *tutti quanti*, détenteurs de toutes les tribunes de presse, renforcés des Martynov, des Larine et autres classiques menchéviks d'extrême-droite improvisés théoriciens du léninisme... après la mort du vieux.

« *Le Parti ne veut pas discuter* », cela signifie, en clair : si le Parti discutait, il nous remettrait à notre place, nous et notre politique transcendante illustrée par nos victoires de Sofia, de Reval, de Changhaï, de Nankin, d'Hankéou, par nos succès d'Angleterre, de Suisse et de partout. Si le Parti discutait, les mensonges, les calom-

nies, les falsifications ne suffiraient plus à conserver un simili-prestige : il faudrait répondre à des questions gênantes, faire des aveux pénibles, rétracter au moins plusieurs impostures, tenir compte des intérêts de la masse contraires à ceux de notre clan, renoncer à l'état de siège, ce moyen de gouvernement si simple et si commode, peut-être même — comble d'horreur — laisser quelque liberté aux syndicats et aux soviets.

Donc, le Parti ne veut pas discuter. Ce sont ceux qui ont tout à perdre à la discussion qui le disent. Mais ils affirmaient encore autre chose : « *L'opposition n'a pas un seul (sic) adhérent* ». Ouais ! Pourquoi en avez-vous donc si peur ? Pourquoi, depuis trois années, tous vos discours, vos thèses, vos appels grandiloquents ? Pourquoi ces rapports kilométriques, ces quintaux et ces tonnes de brochures, — heureusement illisibles ? Pourquoi des Exécutifs élargis, des séances plénières du Comité central et de la Commission de contrôle tous les six mois ? « *L'opposition n'a pas un seul (sic) adhérent* » : mais Léninegrad votait à l'unanimité avec l'opposition, avant de subir une répression sans merci. « *L'opposition n'a pas un seul (sic) adhérent* » : mais le jour du départ de Smilga pour l'exil sibérien, la gare d'Iaroslav est envahie d'une multitude... d'accompagnateurs. « *L'opposition n'a pas un seul (sic) adhérent* » : mais elle recueille trois mille signatures au bas d'une déclaration de diffusion interdite et que la masse est tenue d'ignorer.

Trois mille signatures dans un parti d'un million de membres, ergotent les politiciens désemparés qui, la veille encore, refusaient à l'opposition *un seul (sic) adhérent*. Mais tout le monde sait aujourd'hui qu'une signature de résistance, sous le régime stalinien, en vaut cent. Dans un pays où les chômeurs sont des millions, le travailleur qui signe un document d'opposition malgré la pression officielle, les menaces officielles, les exemples de répression, la quasi-certitude de perdre un emploi irremplaçable, est une manière de héros. Nul n'ignore, en Russie, ce que représentent ces trois mille signatures, les dirigeants du Parti moins que personne : leur hésitation à « en finir » avec l'opposition en témoigne, leur peur de donner la parole au Parti le prouve.

Comme tous les textes antérieurs de l'opposition, la *Déclaration des Trois Mille* n'a pas paru dans la presse soi-disant communiste. La connaître est un délit, la répandre est un crime. Ce délit, ce crime, nous les ajouterons tranquillement à la longue liste des actes « d'indiscipline » (*sic*) dont le rédacteur du *Bulletin* s'est rendu « coupable », depuis 1915, dans l'intérêt du socialisme, du communisme, de la révolution prolétarienne.

En publiant ce document, nous ne reprenons nullement à notre compte *toutes* les idées qu'il exprime. Nous l'avons dit pour les documents antérieurs, nous le répétons à l'intention de gens à la tête dure. Nous n'approuvons ni l'appréciation, ni la tactique de nos camarades au regard du mouvement ouvrier anglais, comme d'ailleurs du mouvement ouvrier non-communiste en général, appréciation et tactique conformes, *dans leur essence*, à celles du Bureau politique. Nous ne partageons pas leur opinion sur la situation internationale et l'imminence du danger de guerre contre l'U.R.S.S., également conforme, au fond, à l'opinion officielle. Nous répudions les prétendues habiletés tactiques, les pseudo-ruses de guerre auxquelles ils recourent dans leur lutte intérieure, elles aussi trop semblables aux procédés de la majorité, et dont la classe ouvrière, en Russie comme ailleurs, nous en sommes profondément convaincus, *finît par avoir assez*. Nous n'acceptons, pas sous leur plume que sous celle de leurs adversaires, les histoires de léninisme, nous contentant d'essayer d'être des marxistes consciencieux et, si possible, en progrès. Enfin, sur le terrain des questions russes, nous n'approuvons pas ce qu'il y a de trop mécanique dans leur politique de coercition envers les éléments jugés dangereux pour l'économie soviétique (paysans ou autres), estimant que celle-ci

doit dominer par une supériorité réelle, par une saine sélection, et non par des mesures de force (policières ou fiscales) appliquées à la concurrence grâce au pouvoir d'Etat.

Ce que nous considérons comme rationnel, juste, et répondant à l'intérêt de la révolution, ce sont leurs revendications démocratiques, leur internationalisme foncier, leur tendance à pousser la Russie dans la voie de la civilisation industrielle, à organiser la production selon un plan d'ensemble, à restituer au prolétariat son influence perdue, à maintenir vivante la pensée critique, — sans compter toutes nos raisons d'apprécier à leur valeur les hommes qui ont fait la grandeur du bolchévisme et ceux qui en font aujourd'hui la décadence.

Sur toutes ces questions, nous développerons notre pensée quand le *Bulletin* aura pu imprimer les principaux documents permettant aux communistes sérieux de se faire une opinion. Nous n'aurons, d'ailleurs, qu'à reprendre nos idées de toujours, à les grouper, à les enchaîner d'une façon systématique en illustrant notre thèse par l'expérience russe, pour montrer que la doctrine communiste authentique est une chose et que sa caricature pseudo-léniniste en est une autre et, en démontrant notre fidélité à celle là, justifier notre hostilité irréductible à celle-ci.

## Au Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S.

CAMARADES,

Les grandes fautes commises ou tolérées dans la direction de la révolution chinoise ont contribué à une lourde défaite. Nous ne sortirons de cette situation qu'en empruntant la voie tracée par Lénine. Les conditions anormales dans lesquelles on examine les questions liées à la révolution chinoise créent dans le Parti une très grande tension. La « discussion » unilatérale menée dans la *Pravda* et le *Bolchévik* est une déformation systématique du point de vue de l'opposition (ainsi on attribue à l'opposition la demande de sortir du Kuomintang). Cela marque la volonté du groupe dirigeant du Comité central de cacher ses fautes derrière la chasse à l'opposition. Tout cela oriente l'attention du Parti dans une fausse direction.

En conclusion, et en rapport avec la ligne erronée du C.C. dans les questions essentielles de la politique du Parti, notre devoir bolchévik-léniniste exige que nous nous adressions, par cette déclaration, au Comité central.

I

Le fait n'est pas seulement d'avoir subi une immense défaite en Chine, mais il faut voir *comment* et *pourquoi* nous l'avons subie.

Bien que nous ayons déjà en Chine une puissante classe ouvrière, bien que le prolétariat de Shanghai dans une situation des plus difficiles ait su se révolter et être le maître de la ville, bien que le prolétariat chinois reçoive une aide puissante de la paysannerie en révolte; bref, bien qu'il y eût toutes les données d'une victoire du « 1905 chinois » (*Lénine*), le résultat est que les ouvriers chinois ont tiré les marrons du feu pour la bourgeoisie, jouant le même rôle que celui auquel étaient condamnés les ouvriers européens pendant les révolutions de 1848.

Il y avait toutes les données pour armer les ouvriers chinois (en premier lieu ceux de Shanghai et de

Hankéou). Et malgré cela, le prolétariat héroïque de Shanghai s'est trouvé désarmé et les ouvriers de Hankéou ne le sont pas moins à l'heure actuelle, bien que Hankéou se trouve aux mains du Kuomintang « de gauche ».

« La ligne » en Chine, *en fait*, s'est traduite ainsi : on ne devait pas armer les ouvriers, ni organiser de grèves révolutionnaires, ni soulever complètement les paysans contre les propriétaires, ni éditer un quotidien communiste, ni critiquer MM. les bourgeois du Kuomintang de droite et les petits bourgeois du Kuomintang de « gauche », ni créer de cellules communistes dans l'armée de Tchang-Kai-Chek, ni lancer le mot d'ordre des soviets pour ne pas « repousser » la bourgeoisie, pour ne pas « faire peur » à la petite bourgeoisie et pour ne pas ébranler le gouvernement du « bloc des quatre classes ».

En guise de réponse, et pour nous remercier d'une telle politique, la bourgeoisie nationale chinoise, ainsi qu'il fallait s'y attendre, — choisissant le moment propice — fusille les ouvriers et appelle à l'aide aujourd'hui les impérialistes japonais, demain les impérialistes américains, après-demain, les impérialistes anglais.

Dans les partis communistes du monde entier (ainsi que dans les larges cercles du P.C. de l'U.R.S.S.) règne, à propos de notre défaite, un complet désarroi. Encore hier, on démontrait que les armées nationales en Chine étaient en réalité des armées rouges révolutionnaires, que Tchang-Kai-Chek était leur guide révolutionnaire, que la Chine aujourd'hui ou au plus tard demain marcherait dans la voie « non-capitaliste » de son développement. Mais maintenant, dans la lutte contre la véritable ligne léniniste du bolchévisme, on publie de pauvres articles et discours où il est dit qu'en Chine il n'y a pas du tout d'industrie, de chemins de fer, que la Chine en est presque au début du féodalisme, que les Chinois sont illettrés, etc., qu'il est trop tôt

pour lancer le programme de la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que pour créer des soviets. Au lieu de corriger les fautes, on les multiplie.

La défaite chinoise peut avoir des répercussions directes sur l'avenir prochain de l'U.R.S.S. Si les impérialistes réussissent, pour un laps de temps assez long, à « museler » la Chine, ils marcheront après sur nous, sur l'U.R.S.S. La défaite de la révolution chinoise peut étrangement rapprocher la guerre contre l'U.R.S.S. Pendant ce temps, le Parti est mis dans l'impossibilité d'examiner le problème chinois, problème essentiel pour le premier Parti de l'Internationale communiste. En même temps, une violente « discussion » unilatérale est déjà menée par le groupe dirigeant. Cette discussion est plus exactement une chasse à l'opposition pour cacher les fautes des dirigeants.

## II

La grève générale de l'an passé en Angleterre, trahie et vendue par le Conseil général, s'est terminée par la défaite des mineurs. Malgré une grandiose évolution de masse à gauche, touchant quelques millions d'ouvriers, bien que jamais encore la trahison, la fausseté du réformisme n'ait été mise aussi en lumière, l'aile révolutionnaire organisée du mouvement ouvrier anglais a gagné très peu d'influence.

La cause principale de cet état de choses provient de notre double attitude et du fait que la direction de notre côté était pleine de contradictions et d'indécision. L'aide financière accordée par les ouvriers russes aux mineurs anglais fut magnifique. Mais la tactique du C.C. dans la question du Comité anglo-russe a été complètement fautive.

Nous avons soutenu l'autorité des traîtres du Conseil général dans la période la plus critique pour eux-ci, pendant les semaines et les mois de la grève générale et de la grève des mineurs. Nous les ayons aidés à se maintenir. Nous avons terminé en capitulant devant eux à la dernière conférence de Berlin, reconnaissant le Conseil général comme le seul représentant du prolétariat anglais (et même comme le seul représentant de son point de vue) et engageant notre signature sur le principe de non-intervention dans les affaires intérieures du mouvement ouvrier anglais.

Avec les événements de Chine comme fond, les dernières décisions du Comité anglo-russe prennent un caractère sinistre. Dans toute la presse internationale, Tomsky et les autres représentants de la C.G.T. russe ont déclaré que la conférence de Berlin a eu « un caractère cordial », que toutes les décisions ont été prises « à l'unanimité » et que ces décisions sont sol-disant la victoire du prolétariat mondial, etc.

Cela est faux et mensonger, et on ne peut ainsi que conduire le prolétariat anglais à de nouvelles défaites.

La conférence de Berlin n'a pas dit un mot du rôle de bandit que joue l'impérialisme britannique en Chine, n'a même pas demandé le retrait des troupes impérialistes. Au moment même où s'ouvrait en Chine une guerre directe contre la révolution chinoise, le Comité s'est tu, comme un coupable, ou, autrement dit, a fait le jeu de la bourgeoisie anglaise.

Peut-on douter une minute que ceux qui, devant le monde entier, trahissent ouvertement les intérêts du prolétariat anglais, même dans une question aussi grave que la liberté du mouvement syndical en Angleterre, demain, en cas de guerre contre l'U.R.S.S., joueront le même rôle de traîtres et de canailles comme ces messieurs l'ont fait en 1914 ?

Entre la mauvaise ligne suivie en Chine et la mauvaise ligne dans la question du Comité anglo-russe, il y a la liaison intérieure la plus étroite. La même ligne passe à travers la politique de l'Internationale communiste. En Allemagne, on exclut des centaines et des centaines de prolétaires de gauche, l'avant-garde, pour la simple raison qu'ils se sont solidarisés avec l'opposition russe. Les éléments de droite ont de plus en plus

d'influence dans tous nos partis. Les fautes de droite les plus grossières (en Allemagne, en Pologne, en France et ailleurs) restent sans sanctions ; n'importe quelle critique de gauche mène à une amputation. L'autorité du P.C. de l'U.R.S.S. et de la Révolution d'Octobre est utilisée pour faire dévier les partis communistes à droite de la ligne léniniste. Tout ceci, pris en un bloc, empêche l'I.C. de préparer et de mener, à la manière de Lénine, la lutte contre la guerre.

## III

Pour n'importe quel marxiste, il est indiscutable que la mauvaise politique en Chine et dans la question du Comité anglo-russe n'est pas fortuite. Elle prolonge et complète la fautive ligne politique intérieure.

L'économie générale de l'Union soviétique a terminé sa période de reconstitution. Pendant cette période, on a enregistré des victoires économiques sérieuses. L'industrie, l'économie rurale et les autres branches de l'économie sont prêtes à atteindre le niveau d'avant-guerre, parfois même le dépassent (dans la coopération, on enregistre des résultats analogues). Ces victoires sont les meilleures preuves de la justesse de la nouvelle politique économique de Lénine et la meilleure réponse aux ennemis de la Révolution d'Octobre.

Le pays de la dictature prolétarienne s'est révélé tout à fait capable de travailler à la construction socialiste, il a obtenu des premiers succès dans ce domaine, préparant ainsi avec le prolétariat d'autres pays la victoire définitive du socialisme dans le monde entier.

Dans le bilan de l'époque de reconstruction, on constate en même temps que des acquisitions sérieuses de grosses difficultés. Elles proviennent de l'insuffisance du développement des forces productives et de notre retard économique. Elles sont renforcées du fait qu'on les cache aux larges masses du Parti. Au lieu d'une analyse marxiste de la situation réelle de la dictature prolétarienne, on apporte une fautive théorie petite-bourgeoise du « socialisme dans un seul pays » n'ayant absolument rien de commun avec le marxisme et le léninisme.

Ce grossier recul du marxisme fait que le Parti a plus de difficultés à voir le contenu de classe des processus économiques qui se produisent actuellement.

Les phénomènes négatifs de l'époque de la révolution que nous vivons sont concrétisés par la situation très pénible des larges masses de la population et par des regroupements de classe hostiles au prolétariat.

Les questions des salaires et du chômage prennent un caractère de plus en plus aigu.

Une fautive politique accélère la croissance des forces hostiles à la dictature prolétarienne : les koulaks, nepmans, bureaucrates. Cela mène à l'impossibilité d'utiliser dans la mesure voulue et dans la mesure due les ressources matérielles du pays pour l'industrie et l'économie d'Etat. Le retard de la grosse industrie sur les demandes de l'économie nationale (disette de marchandises, hauts prix, chômage) et de tout le système soviétique en entier (défense du pays) renforce les éléments capitalistes dans notre économie, — surtout à la campagne.

La croissance des salaires est arrêtée ; il y a même des tendances à les baisser, pour certains groupes d'ouvriers. A la place du système antérieur consistant à augmenter le salaire suivant la croissance de la production, on applique actuellement comme règle générale que les salaires ne peuvent augmenter qu'à condition de l'augmentation du rendement de l'ouvrier (intensification du travail : voir le paragraphe 2 de la conclusion du Congrès des Soviets sur le rapport de Kouibychev). En conclusion, l'ouvrier en U.R.S.S. ne peut, à l'heure actuelle, améliorer son bien-être suivant le développement de l'économie et de la technique comme autrefois, mais à la condition de se dépenser davantage et de fournir un plus grand effort physique. C'est la première fois qu'on pose ainsi le problème. Au moment où

l'intensification du travail a atteint le niveau d'avant-guerre et par endroits l'a dépassé, une telle politique atteint les intérêts de la classe ouvrière.

Le chômage grandit, non seulement alimenté par les éléments paysans venus de la campagne, mais englobant aussi les cadres du prolétariat industriel. L'augmentation des sans-travail empire en général la situation économique de la classe ouvrière.

Les conditions de logement des ouvriers, dans divers endroits, empirent dans le sens du surpeuplement et de la restriction des droits locatifs.

Les dangers grandissants de cet état de choses sont clairs, car les rapports entre le Parti et la classe ouvrière sont des éléments décisifs pour l'avenir de notre Etat ouvrier.

La baisse des prix des marchandises manufacturées n'a été acquise que dans une petite proportion. Malgré le vote de l'opposition au plénum en Février de cette année pour la résolution de baisse des prix, toute l'agitation officielle est employée à accuser l'opposition de ne pas vouloir la baisse des prix. Une telle agitation induit en erreur le Parti et éloigne son attention des problèmes essentiels. Tandis que le mécontentement et l'impatience à la ville et à la campagne grandissent, la baisse des prix par ces moyens n'avance pas du tout.

La différenciation de la paysannerie s'accélère. Du mot d'ordre « Enrichissez-vous », de l'invitation aux koulaks à « s'intégrer dans le socialisme », le groupe dirigeant en est arrivé à passer sous silence le processus de différenciation à la campagne, à sous-estimer ce facteur et, d'autre part, sa politique a consisté dans la pratique à s'appuyer sur le paysan économiquement fort.

Au 10<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre, la situation est la suivante : plus de 3 millions d'ouvriers agricoles jouent un rôle infime dans les Soviets, la coopération et les cellules communistes ; l'attention et l'aide accordées aux paysans pauvres sont encore insuffisantes. La résolution du dernier Congrès des Soviets sur l'économie agricole ne dit mot de la différenciation à la campagne, donc se tait sur la question essentielle du développement économique et politique de la campagne. Tout cela affaiblit notre soutien à la campagne et entrave l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen.

Cette union peut se développer et se renforcer uniquement dans la lutte systématique contre les aspirations exploiteuses des koulaks. On sous-estime chez nous la croissance et le rôle du koulak. Une telle politique a ses dangers qui s'accumulent et peuvent subitement exploser. Cependant, l'appareil officiel du Parti et des Soviets frappe à gauche, ouvrant ainsi largement les portes au véritable danger de classe qui vient de droite.

La proposition d'exonérer d'impôt agricole les paysans pauvres et peu aisés est attaquée avec acharnement, bien que la situation politique et économique de la campagne la justifie complètement. Quelques dizaines de millions de roubles sur un budget de cinq milliards sont d'une importance tout à fait minime, alors que prendre cette somme sur les entreprises rurales plus aisées est accélérer la différenciation à la campagne et affaiblir les positions de la dictature du prolétariat. « Savoir se mettre d'accord avec les paysans moyens, sans renoncer un seul instant à la lutte contre les koulaks, et tout en s'appuyant solidement seulement sur les paysans pauvres » (Lénine), voilà quelle devrait être notre politique à la campagne.

En septembre dernier, nous avons lu un appel signé de trois camarades occupant des postes les plus importants (Rykov, Staline et Kouibychev) disant que l'opposition, c'est-à-dire une partie de notre propre Parti et une partie de notre C.C., veut « voler » la paysannerie. Cet appel promettait, par le régime des économies, de diminuer les dépenses non-productives de 3 à 400 millions de roubles par an. En réalité, cette lutte pour les économies menée d'une façon bureaucratique a conduit

à de nouveaux heurts contre les ouvriers et n'a donné aucun résultat palpable.

La rationalisation de l'industrie n'a pas été faite d'après un plan d'ensemble et réfléchi et a conduit de nouveaux groupes d'ouvriers dans les rangs des sans-travail, sans amener la diminution des prix de revient.

Il est nécessaire de dénoncer toutes les décisions des deux dernières années qui aggravent la situation des ouvriers et de souligner avec force que sans une amélioration systématique d'après un plan d'ensemble, amélioration lente au début, des conditions de la classe ouvrière, cette « force productive principale » (Marx), il est impossible, dans la situation actuelle, de relever ni l'économie ni la construction socialiste.

Pour pouvoir résoudre ces questions posées actuellement devant le Parti dans la situation de rapports de classe compliqués et enchevêtrés à l'intérieur du pays, alors que s'accroît l'offensive extérieure ennemie contre l'U.R.S.S. et que la révolution mondiale est retardée, il faut donner vie et force à la démocratie intérieure du Parti et renforcer la liaison réelle, vivante et directe du Parti avec la classe ouvrière.

Nous avons besoin d'une discipline de fer dans le Parti comme au temps de Lénine. Mais la démocratie intérieure est nécessaire dans le Parti comme du temps de Lénine. Tout le Parti, du haut en bas, à la manière bolchévique, doit être idéologiquement et organiquement une collectivité fortement soudée, participant réellement et non officiellement, en bloc, à la solution de toutes les questions posées devant le Parti, la classe ouvrière et le pays tout entier.

Le régime intérieur du Parti, dans ces derniers temps, provoque une baisse immense de l'activité du Parti, cette force dirigeante de la révolution prolétarienne. Dans les larges masses de la base du Parti se rétrécissent les possibilités de discuter et de résoudre, en pleine conscience, les questions essentielles de la révolution. Ceci n'a pas pu ne pas se faire sentir avec ses côtés négatifs dans les rapports de la classe ouvrière et du Parti, et dans l'activité de toute la classe ouvrière.

Le régime instauré dans le Parti a été transporté largement dans les syndicats. La classe ouvrière russe, ayant derrière elle l'expérience de trois révolutions faites sous la direction du Parti bolchévique et de Lénine, classe qui a cimenté les fondations du pouvoir soviétique avec le sang de ses meilleurs fils, qui a fait des miracles d'héroïsme et d'organisation est pleinement apte à développer largement ses forces créatrices et ses facultés d'organisation. Mais le régime instauré actuellement gêne le développement de toute l'activité ouvrière, l'empêche de mettre la main à la construction socialiste.

La dictature prolétarienne s'affaiblit dans sa propre base de classe. Pendant le 11<sup>e</sup> Congrès, Lénine disait au Parti que la tâche principale du travail économique est de savoir justement choisir les hommes ; mais la ligne actuelle est la négation de ses indications. Dans la pratique, en divers endroits, on évince des usines les ouvriers du Parti les plus conscients et les plus qualifiés, ayant de l'initiative dans les questions économiques, et on les remplace presque toujours par des éléments qui ne travaillent pas pour le socialisme, mais se font les domestiques de leurs chefs immédiats. La fausseté criante du régime intérieur du Parti se répercute ainsi sur les intérêts les plus vitaux de plusieurs millions d'ouvriers.

#### IV

La situation internationale devient de plus en plus tendue. Les dangers de guerre augmentent chaque jour. La tâche centrale du P.C. de l'U.R.S.S. et de l'avant-garde du prolétariat mondial est de conjurer « ou même éloigner, pour le plus de temps possible » la guerre, pour défendre coûte que coûte la politique de paix que seuls sont capables de mener notre parti et le pouvoir soviétique.

Les tâches de l'U.R.S.S. sont celles du prolétariat

mondial. Détourner les dangers d'une nouvelle guerre suspendue sur l'U.R.S.S. est la tâche la plus importante du prolétariat. Mais nous ne pourrions la réaliser en nous engageant dans un bloc avec les traitres du Conseil général. Aucune lutte sérieuse pour conjurer la guerre n'est possible avec les Purcell et les Citrine.

Nous rapprocher des ouvriers social-démocrates et sans-parti et les entraîner dans la lutte contre la guerre, n'est possible que *par-dessus* la tête de ces chefs traitres, et en *luttant* contre eux. Nous demandons que le C.C. aide le futur Plénum de l'Exécutif élargi de l'I.C. à étudier, dans le détail, sans parti-pris, se basant sur des documents, les derniers événements de Chine (en appelant à ce travail les camarades qui ont défendu notre point de vue). D'autre part, il faut que l'I.C. mette à l'ordre du jour les questions chinoise, anglaise et russe *dans toute leur ampleur*, que dans la presse de notre Parti, dans la presse communiste internationale, on donne la possibilité d'étudier en détail ces problèmes, évidemment en respectant les secrets nécessaires.

Le renforcement international de l'U.R.S.S. exige le renforcement de la ligne révolutionnaire prolétarienne à l'intérieur de l'U.R.S.S. Nous sommes affaiblis par la réglementation des salaires, par l'aggravation des conditions locatives des ouvriers et par la croissance continue du chômage. Nous sommes affaiblis à cause d'une fausse politique envers les paysans pauvres. Les fautes dans notre politique économique nous affaiblissent de la même façon. Nous sommes affaiblis par la défaite des ouvriers anglais et de la révolution chinoise. Nous sommes affaiblis par un mauvais régime intérieur du Parti.

Toute notre politique souffre de la direction à droite qu'on lui a donnée. Si le nouveau coup préparé contre la gauche, contre l'opposition, est porté, cela déliera complètement les mains aux éléments de droite, éléments non-prolétariens, anti-prolétariens. Les coups à la gauche auront pour conclusion logique la victoire des Oustrialov au nom de la théorie de la néo-Nep. Oustrialov est l'ennemi le plus acharné du bolchévisme, le plus logique, ayant des principes. Les administrateurs contents d'eux-mêmes, les bureaucrates, les petits-bourgeois arrivés aux postes de commandement, qui regardent la masse d'en haut, sentent le terrain de plus en plus ferme sous leurs pieds. Ce sont tous des éléments de la néo-Nep. Derrière eux se tiennent les Oustrialov spécialistes et, dans un rang plus éloigné, les dernpans et les koulaks, ces derniers sous le nom de « paysans économiquement forts ». C'est de ce côté que vient le véritable danger.

Les déviations ne sont pas tellement visibles dans les questions intérieures car les processus intérieurs se développent beaucoup moins vite que la grève générale anglaise et la révolution chinoise. Mais les tendances essentielles de cette politique sont les mêmes là-bas qu'ici.

Lénine définissait l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays où la majorité de la population est composée de paysans. Ceci a été dit en 1921. Cette définition est plus juste aujourd'hui que jamais. Pendant les années de la Nep, la nouvelle bourgeoisie des villes et des campagnes s'est transformée en force réelle. Dans cette nouvelle situation, porter un coup à l'opposition ne veut rien dire d'autre qu'une tentative masquée de cris hypocrites sur l'unité (« les initiateurs de toute scission orient toujours le plus fort pour l'unité », disait Engels), de discréditer et de détruire *l'aile gauche prolétarienne, léniniste de notre parti*. Une telle destruction signifierait le renforcement rapide, inévitable de l'aile droite du P.C. de l'U.R.S.S. ainsi que la subordination du prolétariat aux intérêts des autres classes.

## V

Nous avons toujours besoin de l'unité du Parti, surtout dans les conditions présentes. A l'école de

Lénine, nous avons appris que le bolchévick doit tendre ses efforts pour l'unité sur la base de la politique révolutionnaire et prolétarienne. Dans les conditions historiques les plus pénibles, pendant les années d'illégalité, puis en 1917, quand, en pleine guerre, nous luttions pour le pouvoir, en 1918, quand, dans une situation des plus difficiles et sans précédent, on examinait la question de la paix de Brest-Litovsk, et dans les années qui suivirent, du temps de Lénine, le Parti discutait ouvertement les points litigieux et trouvait le bon chemin vers une véritable unité, non factice. Cela nous a sauvé dans des situations beaucoup plus graves que celle de maintenant.

Le danger principal vient de ce qu'on cache les véritables divergences au Parti et à la classe ouvrière. Toute tentative de poser des questions litigieuses devant le Parti sont proclamées comme un attentat à l'unité. La fausse ligne est soudée, en haut, mécaniquement. C'est de cette façon que se crée officiellement l'unité factice et le « tout va bien ». En réalité, cet état de choses affaiblit les positions du Parti dans la classe ouvrière et les positions de la classe ouvrière dans la lutte avec les ennemis de classe. Une telle situation, créant un immense obstacle pour la croissance politique de notre parti et pour une juste direction léniniste, elle doit inévitablement nous amener à des dangers extrêmement sérieux, au premier tournant brusque, au premier coup dur, ou dans le cas d'un bouleversement intérieur.

Nous voyons clairement ces dangers et estimons de notre devoir de prévenir le C.C., précisément pour rassembler les rangs du Parti sur la base de la politique léniniste dans les questions internationales et intérieures.

\* \* \*

Comment éliminer les divergences, redresser la ligne de classe sans nuire, dans la moindre mesure, à l'unité du Parti ?

Comme cela se faisait toujours du temps de Lénine. Nous proposons que le C.C. décide :

1. Pas plus tard que trois mois avant le 15<sup>e</sup> Congrès du Parti, on convoquera le Plénum du C.C. pour examiner toutes les questions.

2. Ce Plénum devra faire tout son possible pour élaborer des décisions *unanimes*, ce qui permettrait de garantir le maximum d'unité et de liquider les luttes intestines.

3. Le Plénum devra charger la délégation du P.C. russe à l'I.C. de prendre l'initiative d'exécuter dans l'Internationale diverses mesures pour réintégrer ceux des camarades exclus qui le demanderont et qui sont toujours sur la plateforme de l'I.C. (ceci ne peut évidemment concerner Katz et Korsch).

4. Si néanmoins, dans ce Plénum, il se fait jour des divergences de principe, elles devront être, en temps voulu, formulées et publiées. Chaque camarade devra avoir la possibilité de défendre son point de vue devant le Parti, dans la presse et dans les réunions, comme du temps de Lénine.

5. La polémique devra être menée dans les cadres stricts de camaraderie et de travail, sans être envenimée ni exagérée.

6. Les projets de thèses du C.C., des organisations de base, des membres du Parti ou de groupes de ceux-ci, devront être publiés dans la *Pravda* (ou dans l'annexe de la *Pravda*) ainsi que dans toute la presse du Parti de province, environ deux ou trois mois avant le Congrès.

7. Les éditions du Parti devront assurer à temps la publication des brochures, ouvrages, revues, etc., écrits par les camarades voulant exposer leur point de vue, même si ceux-ci ne sont pas de la majorité.

8. Le mot d'ordre principal pour la préparation du Congrès devra être *l'unité*, une unité réelle, léniniste.



P. S. — Notre déclaration ayant été retardée par le rassemblement des signatures, nous sommes obligés de la faire au moment où, d'en haut, on soulève une campagne contre Zinoviev sous prétexte qu'il a pris la parole le 9 mai dans une réunion soi-disant de sans-parti. Ceux d'entre nous qui ont entendu le discours de Zinoviev ou qui ont eu la possibilité de prendre connaissance de la sténographie, sont prêts à mettre leur signature, sans hésitation, au bas de son discours. Celui-ci, dans une forme modérée inattaquable, a traduit l'état d'esprit de larges cercles du Parti qui poussent le cri d'alarme contre l'envahissement de la *Pravda* par la tendance de Martynov. Le discours de Zinoviev a servi de prétexte pour recommencer la chasse contre lui. Comme il est démontré dans notre document, cette chasse à l'opposition a commencé au moment de la défaite chinoise.

Selon nos prévisions, le but de la campagne menée contre Zinoviev est de l'éloigner, avant le Congrès et en dehors du Congrès, du Comité Central afin de se débarrasser d'un des critiques de la ligne fautive. Ceci permettrait, pendant l'époque de la préparation du Congrès et du VI<sup>e</sup> Congrès mondial, d'être débarrassé d'un gêneur. La même chose pourrait demain se répéter avec d'autres membres du C.C. De tels procédés ne peuvent que nuire au Parti.

La mesure prise sous la pression du Bureau politique pour interdire la participation de Zinoviev au Plénum de l'I.C. n'a jamais eu de précédent dans l'histoire de l'Internationale communiste. On a éloigné un des fondateurs de l'I.C., son premier président — élu sur la proposition de Lénine. Cet éloignement de Zinoviev, toujours membre de l'Exécutif, au moment où l'on examinait les problèmes les plus importants du mouvement ouvrier international, ne peut être expliqué que par le manque de courage politique de ceux qui préfèrent à la lutte idéologique des mesures administratives.

Ce fait, en dehors de sa signification politique, est en même temps une violation grossière des droits for-

mels de Zinoviev, membre de l'Exécutif élu à l'unanimité au V<sup>e</sup> Congrès mondial. Le chemin de l'éloignement des léninistes n'est pas le chemin de l'unité.

Il est fort probable que cette déclaration servira de prétexte pour nous accuser de travail fractionnel. Vont se dépenser surtout les fonctionnaires prêts à tout, les « littérateurs » de la « nouvelle » école dite des « jeunes ». En passant, ils vont dire que cette lettre est dirigée aussi contre eux. Certes, parmi eux, il y a des gens qui, au moment du danger, seront les premiers à abandonner la cause du prolétariat. En envoyant cette déclaration, nous faisons notre devoir de révolutionnaires et de membres du Parti, comme cela a été toujours compris dans les rangs des véritables bolchéviks-léninistes.

Sous cette déclaration, nous avons recueilli, dans un laps de temps très court, quelques dizaines de signatures de vieux bolchéviks. Nous ne doutons pas une minute que d'autres vieux bolchéviks se trouvant un peu partout, en U.R.S.S. ainsi qu'à l'étranger, connaissant la teneur de notre déclaration, lui auraient donné leur signature.

Nous ne doutons pas un instant que le point de vue exposé ici soit partagé par la majorité de notre Parti, surtout dans sa partie ouvrière. Pour qui connaît les ouvriers, c'est une justification de notre déclaration.

*Ce document, revêtu d'abord de 83 signatures, pour la plupart de camarades membres du Parti depuis son origine, en a recueilli plus de 3.000 à la date où notre dernière correspondance de Moscou a été envoyée. Parmi les signataires plus ou moins connus ici figurent les noms de : Trotsky, Zinoviev, Radek, Racovsky, Piatakov, Préobrajensky, Sérébriakov, Krestinsky, Kamenev, Antonov-Ovséienko, Smilga, Beloborodov, I. N. Smirnov, Sosnovsky, Alsky, Mouralov, Evdokimov, Vardina, Ter-Vaganian, Safarov, Zorine, Vilensky-Sibriakov, etc., etc...*

## Entre nous

Nous avons mille choses à dire aux amis, et très peu de place. Il faut se résigner, dans l'état actuel de nos moyens, à retarder sur l'actualité et à n'accomplir qu'une partie de la besogne.

Nos amis doivent comprendre que dans ce *Bulletin* intermittent, nous ne faisons pas ce que nous voulons. Le *Bulletin* ne répond pas à notre conception d'une publication de cet ordre: il reflète la faiblesse de nos moyens matériels.

Il se ressent aussi du retard énorme de notre travail de documentation et d'étude sur la déchéance du communisme de nos jours, retard dû lui-même à l'insuffisance de nos ressources et à l'idée fautive de certains camarades sur la « discipline » identifiée à la docilité.

Tout cela mériterait d'être expliqué. Nous n'en avons pas le temps à l'heure actuelle. Il faut aller au plus pressé.

Nous devons, dans ce numéro, commenter plusieurs événements d'importance: l'émeute de Vienne, le désastre communiste en Chine, l'affaire Sacco-Vanzetti, la rupture syndicale anglo-russe, le fiasco de la politique extérieure de Staline (digne prolongement de sa politique intérieure). Pas de place. Aux prochains numéros.

Nous voulions réserver quelques pages à la crise du pseudo-communisme français, délaissée ici depuis notre réapparition. Impossible encore cette fois. La crise russe, la crise allemande, la crise chinoise intéressent d'ailleurs davantage le gros de nos lecteurs, qui savent l'état du mouvement en France.

Nous aurions désiré consacrer quelques commentaires aux Congrès des deux C.G.T. françaises et à l'unité syndicale. Nous avons à éclairer quantité de faits nouveaux de la vie économique moderne, à débattre bien des conceptions de la pensée révolutionnaire. Toujours les mêmes impossibilités.

Il faudrait pouvoir se consacrer à la tâche pour aborder toutes les questions pressantes et assurer une périodicité régulière et fréquente du *Bulletin*. Ici interviennent les difficultés de la vie personnelle: le moyen de les résoudre pour des hommes qui ont sacrifié toute leur vie d'adulte à l'intérêt du prolétariat et à l'idée communiste, et qui, traités en ennemis par la société bourgeoise, sont repoussés par le mouvement de leur élection, transformé en cohorte d'inconscients?

Que nos amis exercent donc leur sévérité sur eux-mêmes pour avoir le droit de l'appliquer au *Bulletin*. Il dépend d'eux de faire mieux, avec ou sans nous. Qu'ils comparent notre effort au leur.

Il nous faut répondre à de nombreuses questions apportées par notre courrier ou posées de vive voix: nous le ferons dans la suite, soit dans certaines rubriques du *Bulletin*, soit dans des articles spéciaux. On nous excusera de ne pas répondre personnellement à toutes les lettres. Il faudrait disposer d'une sténo et ce luxe nous est interdit.

Ce numéro était composé depuis plusieurs semaines. Il sort avec un grand retard parce que le rédacteur s'est trouvé par ailleurs surchargé de besogne. Mais ce retard ne nous fera pas manquer à notre promesse de donner à nos abonnés, au moins 10 numéros dans l'année en échange des 15 francs demandés (étant entendu qu'un numéro double compte pour deux numéros).

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer les rubriques *Faits et Chiffres* et *Livres, Revues, Journaux*. Un texte de Trotsky sur la politique économique soviétique est resté au marbre.

Il ne nous reste plus d'exemplaires de l'avant-dernier numéro. C'est seulement la *Librairie au Travail* qui peut encore en procurer. Nous n'avons que deux douzaines d'exemplaires du dernier numéro.

Les abonnements rentrent très lentement. Presque tout le monde dort. L'opium léniniste fait son effet. Nous n'avons pas reçu un seul abonnement de grand soutien. Étonnez-vous, après cela, que le *Bulletin* ne paraisse pas plus fréquemment.

# Lettre de Moscou

## La Session du Comité Central : Avant, Pendant, Après

Août 1927.

« ... L'issue des délibérations du Comité Central et de la Commission de contrôle réunis a été une vive surprise pour tout le monde : pour les opposants comme pour les fonctionnaires des divers « appareils ».

« En effet, l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du Comité Central avait été *décidée* par le Bureau politique et par le Présidium de la Commission de contrôle. Les assemblées, à Moscou, sont convoquées pour prendre connaissance des décisions « d'en haut » et les entériner. La session plénière n'avait plus qu'à ratifier les propositions (*sic*) supérieures.

« Elle ne l'a pas fait. C'est la première fois qu'un tel événement se produit depuis trois ans. Certes, elle n'a pas eu à substituer son opinion à celle des dirigeants, pour la raison que ce sont les dirigeants qui ont fait machine en arrière et modifié leurs propositions. Mais il a fallu que Staline tienne compte de certaines résistances et le fait vait d'être apprécié.

« Au reste, on ne doit pas se faire d'illusions. Si Staline avait voulu l'exclusion à tout prix, il l'aurait obtenue, mais en y sacrifiant l'unanimité traditionnelle. Deux courants, au moins, se fussent révélés dans le cercle dirigeant. C'est ce que Staline a voulu éviter. Et s'il entend vraiment réaliser son opération au Congrès de décembre, il y parviendra sans trop de difficultés, — quitte à accumuler les fautes qui perdront son régime.

« Naturellement, personne en Europe n'a dû comprendre le sens de cette histoire. Rien d'étonnant à cela puisque nul n'y comprend rien en Russie même. Il faut être au courant de la vie des « coulisses » pour avoir une idée de la situation.

« Je vais essayer d'informer un peu les lecteurs du *Bulletin Communiste*. Pour cela, il faut revenir en arrière.

AVANT

« Les dirigeants, surtout Staline et Boukharine, avaient été très fortement discrédités par le désastre chinois, leur œuvre. Il est impossible de concevoir plus honteuse banqueroute d'une politique. Songez qu'à la fameuse réunion de l'« actif » de Moscou, consacrée aux affaires de Chine, Staline avait déclaré textuellement que Tchang-Kaï-Chek était une jument (*kabyla*) montée par lui, Staline, et dont il faisait par conséquent ce qu'il voulait. Après s'être pleinement porté garant de Tchang-Kaï-Chek, le même Staline répondait absolument de Feng-Yu-Siang.

« Vous savez les événements, et comment ils ont illustré la clairvoyance du dictateur de toutes les Russies. Au contraire, en cette occurrence, il est hors de contestation que l'opposition a vu clair. La preuve se trouve en toutes lettres dans les articles de Trotsky, écrits au jour le jour, non publiés par la presse du Parti, mais circulant clandestinement parmi les militants (!). Egalement dans les discours de Radek, non publiés.

« Les suiveurs les plus dociles de Staline n'ont pu fermer les yeux à l'évidence. Les faits disqualifiaient leur chef. Le danger de laisser le pouvoir à un tel incapable n'était plus niable. Un grand désarroi se faisait sentir dans les rangs de la « majorité ». Staline le savait et cherchait à frapper un grand coup.

« Là-dessus se produisirent deux incidents qui fournirent le prétexte désiré.

« A la réunion du « jubilé » de la *Pravda*, où assistaient tous les collaborateurs du journal, Zinoviev se permit de critiquer les articles de Martynov, ce bolchévik de vieille souche, et quelques exploits de la nouvelle rédaction trotskiste dont les étoiles sont l'ancien *cadet* (monarchiste-constitutionnel) Slepkov et l'ancien socialiste-contre-révolutionnaire Astrov. On l'accusa aussitôt d'avoir attaqué « le Parti » (*sic*) devant une « assemblée de sans-parti » (*resic*) : tout cela parce que certains rédacteurs de la *Pravda* ne sont pas membres du Parti.

« Puis ce fut l'accompagnement de Smilga, exilé en Sibérie, à la gare de Iaroslav. Il se trouva des milliers d'accompagnateurs. La « conduite » était devenue bel et bien une manifestation publique. Zinoviev et Trotsky prirent même la parole sans la permission de Staline.

« C'en était trop. Les deux audacieux furent déferés à la Commission de contrôle.

« Celle-ci nomma une sous-commission de trois membres, devant laquelle les deux accusés prononcèrent des discours de trois heures, citant des documents, justifiant leurs actes. Il faut dire même que les trois malheureux « juges » se firent passablement — à parler net — engueuler. Trotsky et Zinoviev devinrent accusateurs et prononcèrent d'énergiques réquisitoires contre le régime stalinien et la catastrophique politique officielle.

« A la suite de quoi l'affaire passa devant le Présidium de la Commission de contrôle. Ici s'ébauche le fait important : le président de la C.C.C., Ordjonikidzé, fit preuve d'une relative modération, contrastant singulièrement avec

(1) Voir trois de ces articles plus loin. — N. D. L. R.

l'acharnement de violence des enrégés de la répression.

« Au Bureau politique, vous le savez, les avis étaient partagés. Rykov, Boukharine, Tomsky et Kalinine, inquiets des tendances de Staline au pouvoir personnel, s'opposaient à l'exclusion. Molotov, Vorochilov et Roudzoutak, qui, de leur vie, n'ont jamais eu d'opinion, soutenaient aveuglément celle de Staline. Quatre contre quatre, c'était l'impuissance. Staline étant parti se reposer au Caucase, ses trois acolytes étaient en minorité contre les quatre autres.

« C'est alors que Staline brusqua les choses. Il envoya une lettre au Bureau politique, exigeant le ralliement à ses conceptions sous menacé de donner sa démission et de ne pas paraître au Comité Central. Les quatre résistants, n'écoulant que leur courage, capitulèrent et acceptèrent l'exclusion. Le Présidium de la C.C.C., sous la pression du Bureau politique, et malgré la résistance opiniâtre d'Ordjonikidzé, vota une résolution proposant à la séance plénière l'exclusion exigée par Staline.

« Entre temps, l'opposition faisait circuler une déclaration qui, signée à l'origine de 83 noms, recueillit rapidement 500, puis 1.000, puis 1.500, et dans la suite 3.000 signatures. Un groupe dit « tampon » rassemblait de son côté, derrière Osviannikov, Chklovsky et Kasparova, de vieux militants partisans de la restauration des principes démocratiques du Parti. Enfin, on apprenait que Saprionov et V. M. Smirnov, en désaccord sur certains points de tactique avec la tendance Trotsky, avaient établi une « plate-forme » présentée par quinze camarades : c'est un long et substantiel document de quelque 75 pages dont vous devez avoir déjà connaissance (1).

#### PENDANT

« Les quelques semaines précédant la session plénière avaient été employées par l'appareil à une campagne forcée contre l'opposition. En même temps que tout camarade suspect d'appartenir à la tendance maudite était privé de son travail ou expédié dans de lointaines régions, (même deux commandants de corps d'armées furent révoqués) les cellules, dûment terrorisées, adoptaient des résolutions invitant le Comité Central à prendre des mesures énergiques pour « en finir » avec l'opposition, à exclure les deux principaux coupables du C.C., voire à les exclure du Parti.

« Vous êtes suffisamment édifiés sur la valeur de ces résolutions, la signification de ces « votes ». Inutile d'y insister. Personne ici ne leur accorde le moindre intérêt.

« La session dura douze jours. Elle fut pour ainsi dire entièrement consacrée à l'opposition. La polémique y atteignit un degré de violence inimaginable. La demi-douzaine d'opposants subit sans broncher les attaques furieuses de la clique stalinienne, rendant les coups avec usure. Trotsky, surtout, administra aux plus insolents une leçon dont ils ne sont pas prêts de perdre le souvenir. Vous vous représentez cet homme seul

tenant tête et imposant silence à toute une cohorte d'aboyeurs ? Le Vorochilov, particulièrement, subit une fêtrissure sans que personne osât le défendre ni qu'il osât lui-même broncher.

« Si vous donnez quelque publicité à ma lettre, vous en retrancherez, bien entendu, les passages relatant ces moments de la discussion qu'il vaut mieux ne pas faire connaître aux adversaires du communisme. Hélas, il est assez d'énormités qui discréditent le régime stalinien, sans qu'il soit possible de les dissimuler. N'y ajoutons pas de ces choses qui n'apprendraient rien au prolétariat et feraient trop plaisir aux bourgeois.

« L'opposition a défendu ses points de vue en envoyant successivement à la tribune Evdokimov, Piatakov, Racovsky, Kamenev, Zinoviev et Trotsky. Les péripéties de tactique intérieure et la répétition des vieilles histoires connues absorbèrent le plus clair du temps et des efforts des protagonistes. La fraction Staline se réunissait à part, au su de tous, pour décider de l'attitude à adopter en séance plénière : à part cela, notre parti est monolithique et ne saurait admettre de fractions... Comme la fraction stalinienne est nombreuse, les secrets de sa cuisine étaient mal gardés et les camarades informés se trouvaient au courant des trucs et manœuvres en préparation.

« Malgré l'énormité de ses moyens de pression, d'oppression et de répression, la fraction Staline a eu du fil à retordre. Elle fut d'abord littéralement déconcertée par la violence des ripostes de Trotsky. Elle croyait trouver des vaincus prêts à saisir avec empressement toute occasion de se défilier, et se heurtait à une offensive. Elle reçut des délégués provinciaux des renseignements peu réconfortants : l'exclusion ne serait pas comprise, l'opinion n'était pas préparée... Enfin, son chef fut l'objet de révélations qui n'étaient pas pour relever un prestige déjà bien mis à mal par l'aventure chinoise.

« Car, vous ne vous en doutiez peut-être pas, il a encore été question... d'Octobre, d'Octobre 1917, cet inépuisable sujet de controverse. Zinoviev fit connaître une lettre de Staline dans laquelle celui-ci écrivait que ce serait folie de prendre le pouvoir, qu'il fallait conclure une alliance avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Tableau. Staline, écumant, prit la parole avant son tour, pour tenter une disculpation impossible. Certes, ce sont des choses que nous savons bien, vous et moi. Vous savez aussi qu'à la fameuse « Conférence d'Avril » où Lénine proposa ses thèses historiques, Staline disait à qui voulait l'entendre que « Ilitch est devenu insensé » et qu'il proposa le bloc avec Tseretelli (1). Mais il n'était pas mauvais d'édifier un certain nombre de nouveaux membres du C. C. et de la C. C. C. ignorants de l'histoire du Parti et de la Révolution d'Octobre. Staline perdra désormais son temps à poser au « léniniste cent pour cent ».

« Un autre fait a déchainé les passions mais tourné à la complète confusion de ses instigateurs :

(1) Sur ce document, nous reviendrons à loisir quand nous aurons un peu de place. — N. D. L. R.

(1) Trotsky ayant réclamé avec insistance, en 1923 et 1924, les procès-verbaux de la Conférence d'Avril, ceux-ci furent enfin publiés en 1925, mais Staline eut soin de les expurger des passages compromettants pour lui... — N. D. L. R.

cherchant à exploiter contre Trotsky la moindre péripétie d'une vie bien remplie, des adversaires imprudents l'accusaient d'avoir fait fusiller des communistes au front, pendant la guerre intérieure et extérieure. L'affaire fut évoquée à la Commission de contrôle avant de venir en séance plénière. Trotsky répondit d'une façon qui laissa les apprentis procureurs tout pantois et, par la même occasion, enrichit le dossier connu de ses rapports avec Lénine. Il donna lecture de lettres de Lénine lui exprimant son approbation pleine et entière de sa conduite, précisément à propos de ces exécutions, le couvrant de son autorité et lui donnant carte blanche. Et il exhiba, à la stupéfaction générale, des feuillets de papier comme *aucun* collaborateur de Lénine ne s'en vit jamais confier, *de simples feuilles blanches signées de Lénine permettant à Trotsky de prendre n'importe quelle décision*. Les plus intimes amis de Lénine ne purent jamais se prévaloir d'une telle marque de confiance.

« Grand tapage avait été mené par tous les moyens autour des « menaces de guerre » afin de créer une atmosphère d'alarme et de mettre l'opposition en posture difficile. Vous imaginez l'usage d'un tel argument : « Au moment où toute l'Europe s'apprête à attaquer l'U.R.S.S., l'opposition profite de nos difficultés pour attaquer, elle aussi, « le Parti », le bolchévisme et le « reste ». De là à traiter Trotsky d'agent de Chamberlain, il n'y a qu'un pas. Il est vrai que l'opposition ne s'est pas privée d'appeler Staline ami de Tchang-Kaï-Chék : échange de bons procédés. Le coup des « menaces de guerre » réussit pleinement. Beaucoup de bons camarades croient naïvement que le monde entier fourbit des armes pour empêcher Staline de... « construire le socialisme dans un seul pays ». Même Kroupskaïa fit une intervention sur le thème sempiternel : « Au moment où la guerre menace, etc... ». Seulement, les trompés se tourneront un jour contre les trompeurs quand ils auront vu dans les événements un démenti des pronostics de leurs informateurs et meneurs.

« Tchitchérine, au cours de la session plénière, fit le rapport sur la situation internationale et les relations de l'U.R.S.S. avec l'extérieur. Il les présenta sous un jour nettement favorable et démontra qu'aucun danger de guerre ne menaçait actuellement la Russie soviétique (1). Mais après lui, Boukharine, autre orateur officiel, essaya de prouver... exactement le contraire. L'opposition demanda lequel des deux points de vue était celui du Bureau politique, mais ne put, naturellement, obtenir de réponse. Pour l'excellente raison que le Bureau politique a pour exclusif point de vue de se défaire de l'opposition et, quant au reste, de se fier à l'inspiration, voire à la nullité de toutes sortes de Roudzoutaks, d'Ouglanovs et autres Kouibychevs. A remarquer qu'Ossinsky, homme cultivé et connaissant quelque peu l'Europe, soutint la thèse de non-imminence du danger de guerre, alors que plusieurs opposants notoires sont plutôt de l'avis de Boukharine. Cela montre

combien ce parti aurait besoin de discussion vraie, honnête, surtout sur les questions internationales et avec d'autres camarades instruits de l'Internationale.

« Mais quelque opinion qu'on ait sur les dangers de guerre, un fait est certain : c'est que les gens qui croient à la guerre prochaine devraient orienter leur politique de façon à éloigner le plus possible ce danger, à faire gagner à l'U.R.S.S. un temps lui permettant de mieux préparer sa défense, et s'organiser pour mener énergiquement la guerre si celle-ci nous était imposée. C'est ce que montra Trotsky, dans une intervention vigoureuse au cours de laquelle il se servit d'une comparaison dont les staliniens furent désemparés. Expliquant que l'obéissance passive au pouvoir n'était nullement de rigueur en temps de guerre, du point de vue de classe, et que la défense du pays n'excluait pas l'existence de toute opposition, il rappela l'exemple de Clemenceau critiquant à l'apremment pendant la guerre l'incapable gouvernement de sa classe, allant jusqu'à le supplanter, pour mener la guerre d'une façon plus conforme aux intérêts de la bourgeoisie française. Le parallèle souleva des vociférations que je renonce à traduire : *le coup avait porté*. « Vous vous apprêtez donc à nous renverser si la guerre éclate ! » rugirent les médiocres qui se reconnurent instantanément dès que Trotsky fit allusion aux incapables à balayer aux heures critiques. Abomination de la désolation : comment peut-on songer à se passer des services d'un Iaroslavsky et autres Mikoiian ?

« Dans les réunions de sa fraction, Staline dut changer plusieurs fois d'avis sur l'issue à donner aux débats. Impuissant à convertir Ordjonikidzé, dont la position était renforcée par la tournure générale des événements et l'opinion des délégués de province, il se flatta d'abord de séparer Trotsky de Zinoviev, d'exclure le premier, de « mettre à genoux » (sic) le second. Puis, il se fit fort d'arracher à l'opposition une déclaration de soumission analogue à celle du 16 octobre dernier. Vaines bravades. L'opposition ne se laissa ni entamer, ni diviser, ni intimider.

« Ce qui se passa ensuite dépasse tout en incohérence. Le rapport, suivi de discussion, de la Commission de contrôle avait été présenté par Ordjonikidzé qui devait, selon la règle, prononcer ensuite le discours de conclusion. Mais sans attendre celui-ci, et contrairement à toute la pratique du Parti, Staline fit procéder au vote sur la proposition d'exclusion. *Naturellement, à l'unanimité, elle fut votée*. Trotsky et Zinoviev étaient exclus. La Commission politique devait mettre au point la rédaction définitive du texte de la condamnation. Mais le coup avait été fait en l'absence d'Ordjonikidzé, qui, épuisé par son effort, était tombé malade. On alla le relancer à son chevet et il ne céda point. Quand, le surlendemain, il vint à la séance plénière, malgré sa dépression physique, il proposa d'inviter les opposants à faire une déclaration conciliante sur trois points : défendre l'U.R.S.S. en cas de guerre ; reconnaître que le C. C. n'est pas « thermidorien » ; rompre avec la fraction Urbahns-Maslow. Or, Trotsky et Zinoviev, exclus, n'assistaient déjà plus à la réunion. On cria à Ordjonikidzé : *Mais ils sont*

(1) On sait que nous avons, pour notre part, soutenu une thèse analogue dans le n° d'Avril-Juin du *Bulletin*, mais nous ne savons encore si les argumentations sont tout à fait identiques. — N. D. L. R.

*exclus!* Stupeur du rapporteur, incidents, gâchis, pourparlers. Trotsky et Zinoviev sont invités à revenir... Nouvelles négociations, exigences, refus, premier texte, second texte, corrections, rectifications, marchandage. Abrégeons : l'opposition finit par déposer une déclaration où elle ne rétracte rien de ses thèses, la direction finit par s'en contenter tout en déclarant n'avoir aucune confiance dans ce genre de prose, et personne ne fut exclu ! De sorte que, la conclusion seule de la résolution sur le rapport de la C.C.C. ayant été modifiée, on se trouve en présence d'un document entièrement rédigé dans le sens de l'exclusion, de la condamnation à mort politique, et se terminant par un rappel à l'ordre ! Mais ce n'est pas tout. Pour porter à son comble l'indescriptible chaos de cette histoire, la *Pravda*, publiant seulement une partie de la déclaration de l'opposition (tout le passage concernant la répression a été censuré) *s'est trompée de texte*, a imprimé le premier au lieu du second, rendant le tout complètement inintelligible.

« Tout commentaire affaiblirait la sèche énumération des faits. Voilà où en est tombé notre parti. Douze jours de pénibles règlements de comptes, de diatribes exaspérées, aboutissant à un état de choses qui ne résout rien et où le Parti se trouve un peu plus discrédité. Les Staline et les Boukharine peuvent être fiers de leur besogne.

« *Nous ne vous laisserons pas reprendre le pouvoir sans guerre civile !* proféra Staline en s'adressant à l'opposition. Il résumait ainsi, sans le vouloir, toute la philosophie politique d'une nouvelle caste oligarchique qui, maîtresse du pouvoir, est décidée à ne reculer devant rien pour le conserver et traite en criminels d'Etat les communistes qui lui contestent son monopole.

#### APRÈS

« Donc, personne n'a pu comprendre exactement le sens et la portée de la session plénière. Mais tout le monde a senti que Staline était de plus en plus empêtré dans sa politique sans principes, paralysé dans ses propres combinaisons, à bout de ruses et d'intrigues efficaces. On ne peut pas gouverner indéfiniment avec de tels procédés. Dans les rangs staliniens, un nombre croissant de fonctionnaires perd confiance dans la personnalité du chef dont le bilan politique, à l'intérieur et à l'extérieur, se traduit par la banqueroute.

« L'opposition est sortie plus forte de la session. Elle n'a cédé sur aucun point. Sa déclaration ne peut même pas être comparée à celle du 16 octobre dernier : elle dit que l'opposition défendra la patrie socialiste en cas de guerre, mais qui donc pourrait en douter ? que le C.C. n'est pas thermidorien, mais qu'il laisse grandir les forces thermidoriennes dans le pays ; que l'opposition russe s'abstiendra de rapports fractionnels avec l'opposition allemande, mais exige la réintégration de celle-ci dans le Parti. Elle dit enfin bien autre chose que les dirigeants ont peur de publier, et ce simple fait est significatif.

« Mais surtout, l'opposition a arraché au Comité Central la promesse d'accorder au Parti le droit d'expression à l'occasion du XV<sup>e</sup> Congrès,

qui aura lieu en décembre. C'est le grand événement, si l'on songe que nulle discussion politique n'a été tolérée ici depuis 1923. Mais cette concession restera très probablement sans lendemain : nous n'aurons pas de vrais débats car l'actuel Bureau politique n'entend pas se faire hara-kiri. La pseudo-discussion sera ouverte un mois (!) avant le Congrès, en pleines fêtes du 10<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre, c'est-à-dire dans des conditions qui ne permettront pas aux critiques de toucher la masse du Parti. Il faut plusieurs semaines aux journaux de Moscou pour atteindre les ramifications du Parti éloignées du centre. Et après trois années d'un silence de plomb, comment le Parti pourrait-il s'assimiler en quelques jours des problèmes dont la connaissance lui a été jusqu'à présent interdite ?

« Il est donc à peu près sûr que le Congrès, comme les trois précédents, ne sera qu'une parodie d'assemblée délibérante. *Pratiquement, l'opposition aura affaire une fois de plus à l'appareil, renforcé pour la circonstance de simili-délégués triés sur le volet.* Staline, maître de tous les leviers de commande, sera libre de s'opposer à la réélection des opposants au Comité Central, de réaliser sous une autre forme l'opération manquée sous forme d'exclusion explicite, à moins que, pure hypothèse, l'appareil ne réussisse pas à comprimer suffisamment les forces actives du Parti et soit débordé.

« L'opposition a rédigé un programme que le Bureau politique a soigneusement enfermé dans un tiroir. Plusieurs des auteurs de la « plate-forme des 15 » se sont rapprochés d'elle. On dit que la fameuse « déclaration » des 3.000 a aujourd'hui déjà 4.000 signatures, mais je n'ai pu le vérifier.

« Actuellement, dans les cellules de Moscou, on donne lecture, par ordre, des procès-verbaux de la session plénière. Comme ce doit être terminé pour une certaine date, on se réunit tous les jours ou tous les deux jours et on lit, on lit pendant trois heures. Quel pensum ! Une seule séance comporte 160 pages. Le tour n'est pas mal imaginé : vous vouliez de la démocratie, en voici, et, avec cela... un ennui indicible.

« On ne sait absolument rien, en Russie, de ce qui se passe dans les autres sections de l'Internationale mais à en juger par le niveau du parti russe, le modèle, on n'ose concevoir l'état des imitateurs ».

## Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro-double : 3 francs

ABONNEMENTS :	France	Etranger
1 an.....	15 fr.	18 fr.

Adresser toute la correspondance à BORIS SOUVARINE, 96, quai de Jemmapes, Paris (X<sup>e</sup>).

# La crise du P.C. Chinois

## Trois Articles de Trotsky

La « bolchévisation » du communisme chinois a eu les effets mêmes de la bolchévisation dans les autres pays, avec une tournure tragique en plus : faisant du parti communiste chinois l'instrument aveugle de la clique dirigeante de Moscou, elle l'a rendu inapte à son rôle historique et conduit à de sanglantes défaites. Une fois encore, Staline a bien travaillé... pour la bourgeoisie.

Pouvait-on prévoir, au moins dans sa ligne générale, le sens des événements de Chine ? La réponse est donnée dans les paroles de l'opposition russe étouffées par la censure stalinienne. Il suffit de lire honnêtement, par exemple, les trois articles ci-dessous de Trotsky (dactylographiés et répandus clandestinement) en se reportant aux dates et aux faits.

On comprend que l'intelligence politique d'un Trotsky porte ombrage à un clan d'incapables et d'impuissants pour qui la censure, la calomnie

officielle, la corruption officieuse, la police et la Sibérie sont les seuls moyens possibles de gouvernement. Mais si un pareil clan peut régner en maître, c'est que la révolution renonce à sa raison d'être. Là-dessus, nulle illusion ne saurait subsister.

Nous devons à nos lecteurs notre opinion motivée sur le désastre communiste en Chine. Cette opinion ne coïncide pas toujours avec celle de l'opposition russe. Mais nous voulons publier d'abord les écrits de celle-ci, fidèles à une méthode qui consiste à éclairer la conscience du lecteur, lui donner matière à étude et à réflexion avant de conclure.

Dans le prochain numéro, nous donnerons un long et substantiel article analytique de Trotsky. Le militant scrupuleux pourra comparer aux textes officiels et se faire une idée sérieuse.

## N'est-il pas temps de comprendre ?

Aujourd'hui, dans le « Bulletin » de l'agence Tass, n° 116, mais non destiné à la presse, se trouvent quelques télégrammes d'une importance exclusivement politique. Ces télégrammes, on les dissimule à l'opinion publique, non parce qu'ils peuvent causer dommage au gouvernement soviétique ou à la Révolution chinoise, mais parce qu'ils démontrent la fausseté de la politique officielle et de la justesse de celle de l'opposition. Nous citons seulement les deux plus clairs :

« N° 312. — Changhaï, 24 mai (Tass). — La Conférence Centrale Politique de Nankin a décidé de désigner Feng-Yu-Siang comme membre de la conférence ».

Que Chang-Kai-Chek ait désigné Feng-Yu-Siang comme membre de la Conférence (peut-être pour le moment sans le consentement du « prudent » Feng-Yu-Siang) le monde entier le sait maintenant. Mais cependant, cela doit demeurer secret pour les ouvriers soviétiques.

Pourquoi ?

Parce que chez nous, jusqu'à ces derniers temps, on a représenté Feng-Yu-Siang comme un « ouvrier » (sinon un « paysan ») authentique, comme un révolutionnaire sûr, etc..., c'est-à-dire que l'on a commis par rapport à Feng-Yu-Siang toutes les erreurs commises auparavant par rapport à Chang-Kai-Chek. Maintenant on cache, comme déjà la semaine dernière, tous les télégrammes relatifs à la conduite plus qu'équivoque de Feng-Yu-Siang.

Pourquoi ? Dans quel but ?

Evidemment, en se tenant sur l'expectative avec ce secret espoir : peut-être qu'il ne trahira pas. Et s'il trahit, on dira : ceci correspond pleinement à nos prévisions sur l'abandon par la bourgeoisie de la Révolution nationale.

Oui, mais que fait-on maintenant ? Au lieu de mettre en garde les ouvriers chinois et le Parti, au lieu de pousser la masse des ouvriers, des paysans, à prendre immédiatement des mesures révolutionnaires contre la trahison des généraux, on tait, on dissimule, on cache les télégrammes dans sa poche.

Deuxième télégramme :

« La situation à Hankéou. — N° 60. — Hankéou, 23 mai (Tass). — Le C. C. du Parti communiste a proposé à « La Ligue de Oupei pour le renforcement du front révolutionnaire » de mettre de l'ordre dans les rapports entre les ouvriers et la petite bourgeoisie. Le C.C. a marqué la nécessité de renforcer la discipline parmi les ouvriers et de respecter les décrets du gouvernement national, en expliquant que les syndicats n'ont pas le droit d'arrestation et doivent s'adresser aux autorités chaque fois qu'ils estiment nécessaire de procéder à l'arrestation de qui que ce soit ».

Ce télégramme est encore plus important que le premier. Pour tout révolutionnaire sérieux, il éclaire toute la situation et démontre le caractère absolument erroné de la politique officielle et la justesse absolue de celle de l'opposition.

Méditez bien ceci : les syndicats, sur le territoire du gouvernement de Hankéou, arrêtent les ennemis de la Révolution. Cela signifie que les syndicats, par toute la logique de la situation, sont contraints d'assumer les tâches de Soviets révolutionnaires. Que fait alors le C.C. du Parti communiste ? Il recommande aux syndicats de s'abstenir de toute activité non légale, de se soumettre aux décrets venant des dirigeants de Hankéou, et, au cas où il serait nécessaire d'arrêter ou de fusiller des contre-révolutionnaires, des traîtres, des conspirateurs, de se tourner respectueusement vers les autorités (qui à ce qu'il paraît sont vraisemblablement liées à ces conspirateurs par la parenté ou toutes sortes d'affinités).

Est-ce que ce n'est pas se moquer de la Révolution, de ses exigences et de ses tâches élémentaires ?

Au lieu d'appeler les masses à en finir directement sur place, avec les ennemis de la Révolution, le Gouvernement d'Hankéou l'interdit. Bien plus, il

l'interdit, non pas en son nom à lui, mais par l'intermédiaire du Parti communiste. Dans un tel cas, le C.C. du Parti joue le rôle de commis des bourgeois timorés, radicaux et faux radicaux, qui ont peur de la révolution, et qui pensent, d'accord avec Martynov, qu'il est possible d'accomplir la révolution par la voie d'une Commission d'arbitrage, mais non pas par la répression exercée par les masses sur les ennemis de la révolution.

Est-ce que cela n'est pas monstrueux ? Est-ce que ce n'est pas se moquer de la révolution ? Camarades, où allons-nous ?

Allant de pair avec cela, il est remarquable que la « Ligue de Oupei pour le renforcement du front révolutionnaire » se donne pour mission spéciale « de mettre de l'ordre dans les rapports entre les ouvriers et la petite bourgeoisie ». Mettre de l'ordre dans ces rapports, cela est possible, non pas par l'intermédiaire d'une Ligue spéciale, ni par des instructions spéciales, mais seulement par le moyen d'une « politique juste ». Les Soviets de députés des ouvriers, des semi-prolétaires, des pauvres gens des villes, doivent être les larges organismes d'une telle politique révolutionnaire quotidienne. Lorsque les syndicats sont obligés d'assumer les fonctions des Soviets, il est à peu près inéluctable que dans certains cas ils ignorent ou portent atteinte aux intérêts de la base petite-bourgeoise des villes. Ainsi, l'absence de Soviets porte un coup à la petite-bourgeoisie et nuit à son alliance avec le prolétariat.

Telle est la situation réelle. Poussant les masses, les syndicats s'efforcent de corriger les erreurs de la direction communiste chinoise et de la direction de Moscou, et de procéder à la répression immédiate contre les ennemis. Mais le C.C. du Parti, qui devrait être l'inspirateur et le chef de cette sévère répression, freine les ouvriers et les appelle à renforcer leur « discipline » (leur discipline vis-à-vis de la bourgeoisie), et s'incline en silence devant la connivence des Kerensky et des Tseretelli de Hankéou avec les agents de l'impérialisme, de la bourgeoisie et de Chang-Kai-Chek. Voilà une ignominie à la Martynov, non en paroles, mais en fait.

Toute une série de télégrammes, venant en particulier de Tokio, parlent du « désordre » qui règne dans le Gouvernement de Hankéou, de sa perte prochaine, etc... Il va de soi qu'il faut observer la plus grande prudence vis-à-vis de telles informations. Elles émanent de l'ennemi, qui attend la perte de la révolution, qui l'espère, la guette, l'imagine, et la prédit. Mais les deux dépêches ci-dessus, ainsi que beaucoup d'autres du même genre envoyées presque chaque jour, obligent à reconnaître que la situation du Gouvernement de Hankéou peut devenir désespérée. S'il empêche les ouvriers et les paysans d'en finir avec les contre-révolutionnaires, il va à sa perte. Par sa politique erronée, le C.C. du Parti aide à sa perte. Si le Gouvernement de Hankéou tombait sous l'assaut des Soviets des ouvriers, des paysans et des soldats, assurément nous ne nous en plaindrions pas. Mais, il va à sa perte parce qu'il s'oppose à la création des Soviets.

En soutenant sur ce point d'une manière désastreuse la politique du Gouvernement de Hankéou, en dissuadant les ouvriers et les paysans chinois d'effectuer la répression immédiate contre l'ennemi et de créer des Soviets, le parti communiste chinois aide le Gouvernement de Hankéou à sombrer dans le plus bref délai, et à mourir sans gloire, non pas sous les coups des masses ouvrières et paysannes, mais sous ceux de la réaction bourgeoise. Au surplus, avec une telle politique, le Gouvernement de Hankéou, avant de « périr » s'unira, c'est le plus vraisemblable, à Chang-Kai-Chek, contre les ouvriers et les paysans.

Vraiment, n'est-il pas temps de comprendre ?

26 mai 1927.

L. TROTSKY.

## La Voie sûre

Le correspondant du *Daily Express* à Shanghai communique :

« Les paysans de la province du Honan occupent les terres et tuent ceux des grands propriétaires fonciers qui opposent une résistance acharnée. Le contrôle est partout aux mains des communistes. Des soviets de travailleurs, auxquels appartient tout le pouvoir administratif, se créent localement ». (*Pravda*, 11 mai 1927)

Nous ne savons pas à quel point est exact ce télégramme décrivant la situation en traits aussi vifs. Nous n'avons nulle autre information. Quelle est l'ampleur réelle du mouvement ? N'est-il pas consciemment exagéré afin d'influencer la force d'imagination des Macdonald, des Thomas, des Purcell et des Hicks pour que ceux-ci soient plus conciliants envers la politique de Chamberlain ? Nous ne le savons. Mais ceci n'est d'aucune importance décisive en l'occurrence.

Les paysans prennent la terre et exterminent les grands propriétaires fonciers les plus contre-révolutionnaires. Des soviets se créent localement et le pouvoir administratif leur appartient. Telle est la nouvelle que nous transmet le correspondant d'un journal réactionnaire. La rédaction de la *Pravda* considère cette communication d'une importance suffisante pour l'insérer en évidence comme un événement des plus importants du monde.

Nous sommes aussi d'avis que l'information est correcte. Mais il serait, naturellement, prématuré de déclarer que la révolution chinoise est déjà entrée, après l'attaque contre-révolutionnaire bourgeoise d'Avril, dans une phase nouvelle et plus élevée de son développement. Le cas est fréquent où, après une grande défaite, une partie de la masse attaquante, n'ayant pas eu à souffrir d'attaques directes, déborde dans la phase suivante du mouvement et dépasse, pour un temps, l'avant-garde qui a eu le plus à souffrir de la défaite. Si le phénomène actuel est de cet ordre, les soviets du Honan disparaîtront bientôt, submergés temporairement par le reflux révolutionnaire général.

Mais il n'y a aucune raison de déclarer que nous avons devant nous uniquement des luttes violentes d'arrière-garde de la révolution en reflux pour une longue période. Malgré la défaite d'Avril, qui ne peut être considérée comme un « épisode » partiel, mais plutôt comme une étape importante dans le développement de la contre-révolution, malgré la saignée cruelle que les détachements de choc de la classe ouvrière ont eu à enregistrer, il n'y a pas la moindre raison de déclarer que la révolution chinoise a été refoulée pour des années.

Le mouvement agraire, par le fait qu'il est plus éparé, risque moins de tomber sous l'influence des bourreaux contre-révolutionnaires. La possibilité n'est pas exclue que la croissance future de ce mouvement donne au prolétariat le moyen, dans un avenir comparativement proche, de se ressaisir et de passer de nouveau à l'attaque avec une fraîche énergie. Prophétiser exactement est naturellement impossible, surtout à distance. Le P. C. chinois devra suivre attentivement la marche réelle des événements et des regroupements de classe, afin d'être prêt, au moment opportun, à un nouvel assaut.

La possibilité d'une nouvelle attaque ne dépendra pas seulement, du reste, du développement du mouvement agraire, mais aussi de la direction où se développeront, dans la phase ultérieure, les grandes masses petites-bourgeoises des villes. Le renversement de Tchang-Kai-Chek signifierait non seulement

(et encore !) la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie chinoise, mais aussi le rétablissement et la consolidation des positions du capital étranger en Chine avec toutes les conséquences qui en découlent. D'où la possibilité, peut-être même l'inévitabilité, — et cela dans un avenir assez rapproché — d'une volte-face des masses petites-bourgeoises contre Tchang-Kai-Chek.

La petite bourgeoisie, qui souffre beaucoup non seulement à cause du capital étranger mais aussi de l'union de la bourgeoisie chinoise avec celui-ci, doit — après une période d'indécision — se tourner contre la contre-révolution bourgeoise. C'est en ce fait que nous trouvons précisément un des phénomènes les plus importants de la mécanique de classe dans la révolution nationale démocratique.

Enfin, le jeune prolétariat chinois a été tellement habitué, grâce aux conditions mêmes de son existence, à toutes sortes de privations et de sacrifices ; il a « appris » à un tel degré, avec le peuple chinois opprimé en général, à regarder la mort en face, qu'il faut attendre de sa part, le jour où la révolution l'aura réellement réveillé, une abnégation véritablement extraordinaire dans sa lutte.

Tout cela donne le droit de dire que la nouvelle vague de la révolution chinoise sera séparée de celle qui s'est terminée par la défaite d'Avril du prolétariat, non par des années, mais par quelques courts mois. Ici non plus, personne ne peut fixer de terme précis. Mais nous serions des révolutionnaires en chambre si nous ne tablions sur une nouvelle poussée, si nous n'élaborions pour celle-ci un programme d'action, une direction politique et les formes d'organisation nécessaires.

La débâcle d'Avril n'a pas été un « épisode » mais une défaite de classe très sérieuse ; nous ne voulons pourtant pas analyser ici les causes de cette défaite. Nous voulons parler, dans cet article, de demain et non d'hier. La gravité de la défaite d'Avril ne consiste pas dans une défaite sanglante des centres prolétariens. Elle consiste en ce que *les ouvriers ont été brisés par ceux qui jusqu'alors se trouvaient à leur tête*. Une volte-face aussi brutale a nécessairement suscité, outre la désorganisation physique, une confusion politique dans les rangs du prolétariat. On ne triomphera de cette confusion, plus dangereuse pour la révolution que la défaite elle-même, que par une ligne de conduite révolutionnaire claire et précise pour l'avenir.

Dans ce sens, le télégramme du correspondant du journal réactionnaire anglais à Shanghai a une signification tout à fait spéciale. Il y est indiqué quelle route la révolution peut prendre en Chine si elle veut atteindre un niveau plus élevé dans la prochaine phase.

Nous avons dit aussi, plus haut, que la liquidation paysanne des grands propriétaires fonciers du Honan, ainsi que la création de soviets ouvriers, pourrait être un sursaut final de la dernière vague révolutionnaire et le commencement d'une nouvelle. Cette opposition de deux vagues peut bien perdre de sa valeur si l'espace entre les deux est assez grand, — de quelques semaines ou même de plusieurs mois, par exemple. De quelque côté, du reste, que la chose soit considérée (et l'on finirait, dans de tels cas par essayer de résoudre des rébus, surtout à distance) l'importance symptomatique des événements du Honan est absolument claire et indiscutable, quels que soient leur ampleur et leur élan. Les paysans et ouvriers du Honan indiquent la direction que leur mouvement pourrait prendre le jour où les lourdes chaînes de leur bloc avec la bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers seraient brisées.

Il serait méprisable et hypocrite de croire que la question agraire aussi bien que la question ouvrière pourraient être résolues, dans cette révolution, grandiose par ses buts et par les grandes masses qui y

sont impliquées, au moyen de décrets d'en haut et de commissions d'arbitrage. L'ouvrier veut, de ses propres mains, briser l'échine de la bourgeoisie réactionnaire et enseigner aux fabricants le respect de la personne et des droits du prolétaire. Le paysan veut, de ses propres mains, trancher le nœud de sa dépendance des gros propriétaires fonciers qui l'asservissent et le pillent.

L'impérialisme qui, par sa politique douanière, financière et militaire, entrave brutalement le développement économique de la Chine, condamne les ouvriers à la misère et les paysans à un brutal asservissement. La lutte contre les gros propriétaires fonciers, contre les spéculateurs, contre les capitalistes pour de meilleures conditions de travail, se transforme d'elle-même en lutte pour l'indépendance nationale, pour la libération des forces productrices des chaînes et des fers de l'impérialisme étranger, — l'ennemi le plus important et le plus puissant. Il est puissant non seulement grâce à ses navires de guerre, mais aussi, directement, grâce à l'union indissoluble des banques, spéculateurs, bureaucrates et militaires avec la bourgeoisie chinoise, grâce à la liaison indirecte, mais non moins profonde, de la bourgeoisie du gros commerce et de la grosse industrie avec l'impérialisme étranger.

Tous ces faits indiquent que *la pression de l'impérialisme n'est nullement une pression extérieure et mécanique, soudant toutes les classes*. Non, c'est un facteur profondément enraciné de l'action intérieure accentuant la lutte de classe. La bourgeoisie commerciale et industrielle chinoise bénéficie, elle, à chaque collision sérieuse avec le prolétariat, de l'appui supplémentaire du capital étranger, de la baïonnette étrangère. Ces messieurs du capital et de la baïonnette jouent le rôle de provocateurs expérimentés et adroits et ajoutent à leurs comptes le sang des ouvriers chinois, tout comme le caoutchouc et l'opium. Si l'on veut chasser l'impérialisme étranger, si l'on veut le vaincre, il faut rendre impossible son œuvre « pacifique » et « normale » de brigand et de bourreau en Chine. On ne peut naturellement pas atteindre ce but par un compromis de la bourgeoisie avec l'impérialisme étranger.

Un tel compromis pourrait augmenter de quelques points la quote-part de la bourgeoisie chinoise dans les produits créés par les ouvriers et paysans chinois. Mais cela signifierait une pénétration plus profonde de l'impérialisme étranger dans la vie économique et politique de la Chine et l'asservissement plus profond des ouvriers et des paysans chinois. La victoire contre l'impérialisme étranger ne pourrait être obtenue que si les travailleurs des villes et des campagnes le chassaient de Chine. Pour atteindre ce but, des millions de travailleurs doivent effectivement se révolter. Ils ne pourront pas le faire en suivant le mot d'ordre pur et simple de l'émancipation nationale.

Ils n'y parviendront que par une lutte directe contre les gros propriétaires fonciers, les satrapes militaires, les spéculateurs, les brigands capitalistes. Déjà, les masses se préparent, reprennent courage, s'arment. Il n'existe pas d'autre méthode d'éducation révolutionnaire. La direction grande-bourgeoise du Kuomintang (la bande de Tchang-Kai-Chek) s'est opposée par tous les moyens à la mise en pratique de cette méthode : d'abord du dedans, au moyen de décrets et d'interdictions, et ensuite, quand la « discipline » du Kuomintang ne put plus suffire, à l'aide de mitrailleuses. La direction petite-bourgeoise du Kuomintang hésite, de crainte d'un développement trop brusque du mouvement des masses. Par tout leur passé, ces radicaux petits-bourgeois sont habitués à jeter leurs regards en haut, vers toutes sortes de combinaisons de groupes « nationaux », plutôt que de regarder en bas, vers la lutte véritable de millions d'hommes. Mais si indécisions et vacillations sont



dangereuses en toutes choses, elles sont désastreuses dans la révolution. Les ouvriers et les paysans du Honan indiquent comment on peut en finir avec les hésitations et, par suite, quelle est la voie du salut de la révolution.

Point n'est besoin d'expliquer que cette voie seule, c'est-à-dire l'élan plus profond des masses, le radicalisme plus large du programme, la bannière déployée des soviets ouvriers et paysans, peut sauver réellement la révolution d'une destruction militaire. Nous le savons par notre propre expérience. Seule, une révolution sur le drapeau de laquelle les travailleurs et les exploités écriront clairement leurs propres revendications, est capable de soulever des sentiments vivants. Nous avons appris et éprouvé cela dans les eaux d'Arkangel, d'Odessa et ailleurs. Une direction de compromis et de trahisons n'a pu sauver Nankin et a ouvert aux navires ennemis le cours du Yang Tsé. Une direction révolutionnaire peut, par un élan puissant du mouvement, rendre les eaux du Yang Tsé trop chaudes aux navires des Chamberlain et des Mac Donald. En tout cas, la révolution ne peut chercher et trouver sa défense que dans cette voie.

Nous avons deux fois répété, plus haut, que le mouvement agraire et la création des soviets pouvaient signifier l'achèvement de l'effort de la veille et le commencement de celui du lendemain. Mais ceci ne dépend pas uniquement des conditions objectives. Dans les circonstances actuelles, le facteur subjectif peut être d'une importance extrême, presque décisive : l'expression nette des buts et une direction clairvoyante et ferme. Quand un mouvement comme celui qui a commencé au Honan est laissé à ses propres forces, il doit être inévitablement étouffé. L'assurance des masses en révolte serait décuplée si elles sentaient une direction ferme qui les tienne en liaison constante. Seule, une telle direction, capable de généraliser politiquement les choses et de les relier organiquement pourrait, dans une mesure plus ou moins grande, sauver le mouvement de tentatives risquées ou prématurées ou de soi-disant « excès » sans lesquels, du reste, — comme l'expérience de l'histoire l'enseigne — aucun mouvement révolutionnaire de masses ne peut avoir lieu.

Le problème consiste à donner au mouvement agraire et aux soviets ouvriers un programme précis d'action pratique, des liaisons intérieures, et un but politique généralisé. Ainsi seulement une réelle action révolutionnaire en commun du prolétariat et de la petite bourgeoisie peut se créer, un véritable lien de lutte entre le P.C. et la gauche du Kuomintang se développer. Les cadres de ce dernier ne pourront vraiment s'affermir que s'ils s'organisent en liaison étroite avec la lutte révolutionnaire des paysans et de la population pauvre des villes. Le mouvement agraire, dirigé par les soviets ouvriers et paysans, placera la gauche du Kuomintang devant la nécessité de choisir entre le camp bourgeois de Tchang-Kai-Chek et le camp ouvrier et paysan. Proclamer franchement les problèmes de classe fondamentaux, — tel est, actuellement, le seul moyen d'en finir avec les indécisions des radicaux petit bourgeois et de les obliger à accepter la seule voie qui mène vers la victoire. Cela ne peut être accompli que par notre Parti chinois, avec l'appui de l'Internationale communiste tout entière.

27 mai 1927.

L. TROTSKY.

## Hankéou et Moscou

Que se passe-t-il actuellement à Hankéou ? Nous ne pouvons en juger que par les fragments de télégrammes que l'agence *Tass* ne publie pas.

Le Kuomintang de gauche continue de mâcher une théorie de solidarité des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie dans la « révolution nationale » et par là appelle les ouvriers et les paysans à observer la discipline, — la discipline par rapport à la bourgeoisie.

Le Comité central du Parti Communiste (ou celui du Kuomintang ?) engage les syndicats à s'occuper de « leurs affaires » et de s'en remettre au Kuomintang pour lutter contre la contre-révolution.

Le chef du P.C. chinois Chen-Dou-Siou engage les paysans à attendre, en ce qui concerne la terre, jusqu'à la victoire sur l'ennemi extérieur.

De Moscou on met en garde contre la formation « prématurée » des soviets.

En même temps, l'impérialisme fait pression sur Chang-Kai-Chek, et Chang-Kai-Chek par l'intermédiaire de la bourgeoisie de Hankéou sur le Kuomintang de gauche.

Celui-ci exige discipline et patience des ouvriers et des paysans.

Tel est le tableau général. Le sens en est absolument clair.

Que fait, en ces jours, la direction de Moscou ? Nous n'en savons rien. Mais on peut ne pas mettre en doute que sous l'influence des derniers télégrammes archi-alarmants de Hankéou, on envoie là-bas des conseils ayant à peu près le contenu suivant : « Le plus possible de révolution agraire », « Le plus possible de masses dans le Kuomintang », etc... Les ministres communistes transmettent ces conseils au gouvernement et au Comité central du Kuomintang.

De cette manière, le travail du P.C. se dédouble : tout haut, on engage les ouvriers et les paysans à attendre ; et tout bas, à l'oreille, on engage le gouvernement bourgeois à se dépêcher. Mais la révolution est la révolution par cela même que les masses ne veulent pas attendre, et les « radicaux » bourgeois ont peur de se dépêcher par cela même qu'ils sont par nature des bourgeois radicaux. Et le P.C., au lieu de guider les masses, de s'emparer de la terre, de former des soviets, perd son temps à donner des conseils stériles de part et d'autre, selon la sacrosainte recette de Martynov, au sujet du « bloc des quatre classes » et du remplacement de la révolution par une commission d'arbitrage.

L'avortement de cette politique est absolument inéluctable. Si nous ne la corrigeons pas, sévèrement, rapidement et hardiment, son échec se produira dans l'avenir le plus proche. Alors on commencera à nous montrer un grand nombre de papiers avec les conseils de Moscou : « Le plus possible de révolution agraire ! Le plus possible de masses dans le Kuomintang ». Mais alors nous répéterons exactement ce que nous disons aujourd'hui : des conseils de telle sorte sont des balivernes. Il est impossible de subordonner le développement de la révolution à la question : la direction bourgeoise pusillanime du Kuomintang accepte-t-elle ou non nos bons conseils ? Elle ne peut pas les accepter. La révolution agraire peut s'accomplir, non en accord avec Wan-Tin-Wei, mais malgré lui et dans la lutte contre lui.

C'est pourquoi notre première tâche est de se délier les mains, de faire sortir les ministres communistes du gouvernement national, d'appeler les masses à s'emparer immédiatement de la terre et à former des soviets.

Et pour cela est formellement nécessaire l'indépendance du Parti Communiste, ne s'engageant pas par en haut mais conduisant hardiment sa lutte à la base.

Il n'y a pas d'autre voie, il ne peut pas y en avoir.

28 mai 1927.

L. TROTSKY.

# La crise du P.C. Allemand

## Bilan de bolchévisation

Berlin, septembre 1927.

Voici bientôt quatre années écoulées depuis la défaite d'octobre 1923, l'instauration de la dictature de la grande bourgeoisie, la mise hors la loi du Parti Communiste. Mais ce que l'illégalité, les persécutions, les sévices de la justice de classe ne sont pas parvenus à accomplir, l'Internationale Communiste y a bien réussi : elle a transformé notre Parti en un corps paralysé, sans vie, sans initiative ni autorité, dépourvu de capacité directrice et d'intelligence politique.

Certes, il y a des partis communistes qui ont encore plus souffert de la vague « bolchévisatrice », comme par exemple le vôtre, mais la dégringolade de 400.000 membres à environ 100.000, le limogeage des dirigeants les plus capables, des anciens cadres les plus expérimentés, trempés dans les combats de Spartacus pendant et après la guerre, la répudiation des traditions révolutionnaires du prolétariat allemand, liées au nom de Rosa Luxembourg — voilà le bilan de quatre années de bolchévisation en Allemagne.

Comme le clan Zinoviev-Staline avait besoin, dans la première campagne antitrotskiste (1923-24) de l'appui des sections les plus fortes de l'Internationale, il mit tout en œuvre pour s'assurer le concours du Parti allemand. Les dirigeants d'alors du P.C.A. : Brandler, Thalheimer, Walcher, étaient, malgré leurs défauts (qui, d'ailleurs, n'en a pas ?) des hommes ayant des idées et sachant les défendre. Il fallait donc les remplacer par des gens prêts à soutenir aveuglément la ligne officielle. La défaite d'octobre fournit une merveilleuse occasion de se débarrasser des importuns.

Certes, ce n'est pas seulement depuis octobre 1923 que des dirigeants de sections de l'I.C. commettent des fautes. Mais depuis la défaite d'octobre, on a pris l'habitude, dans notre Internationale, de guillotiner politiquement les dirigeants qui commettent des erreurs, de les limoger, de les mettre à l'écart, de les soustraire pendant de longues années à toute activité politique, de les calomnier, bafouer, couvrir de boue. (Et encore faut-il dire que Brandler, Thalheimer et leurs amis avaient commis en réalité d'autres erreurs beaucoup moins graves que celles qu'on leur imputait).

Bref, la défaite d'octobre fournit le prétexte pour livrer le Parti allemand à une nouvelle équipe « léniniste » et antitrotskiste 100 %. La « gauche » Ruth Fischer et Maslow, flanquée de quelques épaves de l'ancienne « droite » camouflée en « centre » (Rommelé et Cie), fut proclamée comme seule léniniste, seule révolutionnaire, seule qui détint le secret de faire une révolution victorieuse.

On se rappelle la période entre le 5<sup>e</sup> congrès mondial et l'été 1925, qui fit perdre au Parti

communiste la confiance de larges masses ouvrières, tomber à zéro l'influence du Parti dans le mouvement syndical, considérer les communistes comme des sectaires, des ennemis du prolétariat, et qui érigea une muraille de Chine entre le communisme et la masse prolétarienne.

Si bien qu'un beau jour, on s'aperçut à Moscou que la direction « léniniste », archibolchéviste, et ultra-bolchévisatrice conduisait le communisme allemand à l'abîme. Il y avait en effet, à la direction du Parti, quelques pauvres bougres qui prenaient les phrases de « gauche » de Ruth et de Maslow au sérieux et demandaient l'application conséquente et ferme des beaux principes qui avaient conduit le Parti à la ruine en moins d'un an. Mais Ruth et Maslow ne pouvaient se détacher de l'extrême-gauche, dont l'appui leur était indispensable pour se maintenir à la direction. Leur hésitation à se débarrasser de l'extrême-gauche leur coûta cher.

En septembre 1925, nous apprîmes que dorénavant, nous avions à traiter Maslow et Ruth, chefs vénérés et léninistes sans reproche de la veille, en contre-révolutionnaires et en ennemis du communisme ! A partir de septembre 1925, les communistes allemands ne devaient avoir d'autres dieux qu'un Thaelmann et son équipe d'archanges, dont la plupart avaient été les fidèles sous-verges de Ruth et de Maslow.

Le limogeage de ces deux personnages était pour leurs acolytes une belle occasion d'avancement. De sous-lieutenants de Ruth, les Heinz Neumann, Karl Volk, Ernst Schneller, Gerhardt, Dengel, devinrent lieutenants de Thaelmann. En réalité, Thaelmann ne fut que le paravent permettant à cette bande (dont nous aurons encore à parler) de faire sa cuisine sous l'autorité morale d'un prolétaire de parade.

Mais malgré ce changement, la politique du Parti restait lamentable. Thaelmann, qui n'avait jamais rêvé aux cimes du pouvoir, commença à se griser de sa gloire et à se saouler... tout court. Il arrivait de plus en plus rarement qu'il abordât la tribune sans être ivre. Aussi, a-t-il fallu décider à Moscou le limogeage de « Teddy », pris soudain d'une maladie diplomatique. Après avoir admiré comme il convient, pendant un an et demi, un chef léniniste 100% et bolchévik jusqu'à la moëlle, il nous faut nous apprêter de nouveau à nous prosterner devant un autre individu du même acabit, dont la direction de l'Internationale voudra bien nous gratifier. Le Seigneur nous l'a donné, le Seigneur nous l'a repris, que son saint nom soit béni ! Amen !

Naturellement, ces changements perpétuels de direction, *accomplis sans jamais demander l'avis du Parti*, ne sont pas de nature à augmenter le prestige du Parti devant les masses. Le prolé-

ariat a bien le droit de désigner lui-même ceux qui le dirigeront dans ses luttes, et de se méfier de ceux qu'on lui impose en leur attribuant toutes les qualités imaginaires, pour les sacquer un an après comme traîtres, contre-révolutionnaires ou ivrognes. Le prolétariat communiste allemand a bien le droit d'exiger que l'Internationale ne lui envoie pas, comme conseillers, des crétins notoires, comme ce sinistre idiot de Lominadzé, créature de Staline, dépourvu de la moindre expérience de la lutte de classes contre une bourgeoisie au pouvoir, n'y ayant jamais participé, et qui, pendant son séjour de quatre ou cinq mois en Allemagne, s'est permis, dans la revue *Die Internationale*, d'outrager et de calomnier un des plus vieux, des plus expérimentés et des plus sincères militants du communisme allemand.

La dislocation de la fraction Staline-Zinoviev en Russie eut pour conséquence de nouvelles divisions dans le mouvement communiste de notre pays. Une partie de l'extrême-gauche, limogée déjà sous le règne de Maslow-Ruth Fischer, rompit totalement avec le Parti et se scinda encore en plusieurs tronçons. Une autre fraction se détacha du Parti sous l'impulsion de la discussion russe, d'autres furent exclus. Enfin, plusieurs groupes d'extrême-gauche sont encore au sein du Parti, mais les exclusions continuent. Au Reichstag, 30 députés « orthodoxes » se trouvent en face de 15 députés exclus.

Notre mouvement offre aujourd'hui, après trois années de bolchévisation, l'aspect que voici :

La direction effective du Parti est aux mains d'une petite clique jouissant de la confiance entière de Staline, pour lequel elle voterait n'importe quelle motion, aussi longtemps qu'il sera maître de la caisse. Les personnages principaux de cette clique, tout-à-fait inconnus du prolétariat allemand et inconnus, pour la plupart, des masses du Parti, sont :

*Heinz Neumann* appelé par Staline « mon cher ami » en attendant le coup de pied que ce géant du Caucase n'a pu, à son grand regret, décocher à Wilhelm Herzog (1) ; a appartenu, depuis le début de sa carrière (1921) à peu près à toutes les tendances du Parti allemand : à la gauche mäslowiste en 1921 et 1922, revirement vers Brandler en 1923, avec Ruth après la défaite d'octobre — jusqu'au détronement de Ruth et de Maslow en 1925, avec la direction stalinienne actuelle de 1925 jusqu'à présent. Les gens qui le connaissent disent qu'il « tombe toujours du côté lucratif ».

*Dengel*, un des bolchévisateurs les plus nocifs sous Ruth et Maslow, a lâché ses supérieurs dès le premier signe de disgrâce venant de Moscou.

*Gerhardt*, frère de Ruth, évolution identique à celle du Neumann, avec la seule différence qu'il est venu au mouvement en 1918. Le prolétariat ne le connaît pas, le Parti le connaît peu.

*Karl Volk*, d'origine tchéco-slovaque, a vécu jusqu'en 1923 à Vienne, où il ne s'est jamais montré dans une section communiste, étant encore sioniste (nationaliste juif) ; fut « découvert » par Ruth et hissé immédiatement à un poste respon-

sable sous la bolchévisation ; a lâché Ruth et Maslow dès qu'il lui apparut plus lucratif de... bolchéviser pour son propre compte.

*Ernst Schneller*, bolchévisateur enragé, homme de confiance de Ruth et directeur de l'organe « théorique » *Die Internationale* ; c'est en cette qualité qu'il a publié, au printemps 1925, une série d'articles hérissés de citations, pour démontrer que Rosa Luxembourg était menchéviste. Paul Frœlich a pu prouver qu'il avait faussé les textes de Rosa pour pouvoir tirer ces remarquables conclusions. Sans doute se sentait-il particulièrement qualifié pour bafouer le passé révolutionnaire de Spartacus ayant été, pendant la guerre, officier allemand en Ukraine, et ayant participé aux massacres de bolchéviks ukrainiens par les troupes allemandes. Schneller est aujourd'hui un des chefs du Parti allemand.

Cette clique où l'on ne trouve pas un seul ouvrier, et qui dénonce comme petits-bourgeois et intellectuels tous ceux qui ne s'inclinent pas devant ses décisions autocratiques, est entourée de quelques prolétaires de façade, pour représenter plus « dignement » le Parti. A côté de Thaelman, à présent limogé, il y a Rimmelé, Geschke, Pfeiffer. Cette clique domine le Parti par l'« appareil ».

La « droite », excommuniée depuis 1924, n'a pu être supprimée, malgré quatre années d'attaques et de calomnies à propos de la soi-disant « trahison » de Brandler en 1923. Elle reste sur ses positions et comprend toujours les éléments les plus capables, les plus expérimentés, les plus honnêtes du mouvement communiste. C'est elle qui représente les meilleures traditions de la période de la guerre impérialiste et de la guerre civile, qui compte dans ses rangs les collaborateurs les plus intimes de Rosa Luxembourg : Brandler et Thalheimer (toujours retenus à Moscou), Walcher, Rosi Wolfstein, Boëtcher, Paul Frœlich. Malgré toutes les « épurations » de l'« appareil », elle a toujours la sympathie d'une partie considérable des cadres du Parti. Dans la discussion russe, elle refuse de s'engager avec l'une ou l'autre des deux fractions, s'efforçant de maintenir son indépendance idéologique.

Ernst Meyer, autrefois de la droite, a fait volte-face au dernier Congrès national (février 1927) et collabore actuellement avec la clique dirigeante à laquelle sa supériorité intellectuelle inspire de vives craintes, tout en sachant à quoi s'en tenir avec elle.

A gauche de la clique dirigeante, il y a le groupe *Ruth Fischer-Maslow-Urbahns-Scholerin*. Les dirigeants de ce groupe sont exclus, mais il a encore, notamment à Berlin, beaucoup de partisans dans le Parti même. Ce groupe publie un organe hebdomadaire *Die Fahne des Kommunismus* (le Drapeau du Communisme), qui se réclame du « marxisme-léninisme » (sic) le plus orthodoxe. La phraséologie n'a pas changé depuis la bolchévisation : formules-clichés, léninisme 100 %, bref, du Zinoviev de 1924-25. C'est la filiale de l'opposition russe en Allemagne.

Il est évidemment étrange de voir Maslow et Ruth préconiser la démocratie dans le Parti, alors que c'est eux qui inaugurèrent, en Allemagne et dans l'Internationale, le régime hideux

(1) Voir, à ce sujet, la lettre de Staline à Maslow, publiée dans le numéro précédent du B.C. — N. d. l. R.

dont ils se plaignent aujourd'hui. A la suite de la déclaration de l'opposition russe au dernier plénum du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., ils viennent de faire une démarche en vue de leur réintégration, en alléguant que puisque l'opposition russe est représentée même au C.C. du parti russe, il n'y a pas de motif pour que leur groupe reste en dehors du parti allemand, vu que sa plateforme politique est identique à celle de l'opposition russe.

Il n'est pas sans intérêt que toute l'agitation des « ruthènes » (on appelle souvent ainsi chez nous le groupe Ruth Fischer) porte sur des questions extérieures : révolution chinoise, conflit russe, comité anglo-russe. On dirait que ce groupe n'a rien à dire sur la politique lamentable de la direction du Parti en Allemagne même. Seule, la « droite » oppose à la confusion et aux bêtises sans nombre de cette direction une ligne politique équilibrée, préoccupée de ne perdre jamais de vue le but : la révolution prolétarienne, dans les luttes journalières de la classe ouvrière, auxquelles le Parti doit participer.

En allant encore plus à gauche, au-delà du groupe Maslow-Ruth-Fischer-Scholem-Urbahns, nous trouvons le groupe Korsch, qui publie une feuille bi-mensuelle, *Die Kommunistische Politik*. Ce groupe se rapproche parfois des idées de Bordiga et il a de fortes sympathies pour le groupe de la *Révolution Proletarienne* en France. Il ne se considère plus comme fraction du parti communiste officiel, tout en refusant de créer un nouveau parti au moment actuel. Il se propose de faire un effort sérieux en vue de rallier tous les communistes révolutionnaires nationalement et internationalement. Dans une perspective plus lointaine, il préconise la formation d'une nouvelle Internationale communiste, en partant de l'affirmation que les Partis et l'Internationale communistes sont en pleine liquidation. Les vues de ce groupe dans les problèmes russes diffèrent essentiellement de celles des autres tendances : le caractère bourgeois de la révolution russe s'avèrerait de plus en plus nettement, et l'édification socialiste en Russie ne serait qu'une reconstruction du capitalisme. Enfin, dans la question syndicale, ce groupe considère comme utopique les tentatives de révolutionner les syndicats amsterdamiens, sans cependant se prononcer en faveur de la scission des syndicats. Malgré ses multiples erreurs, ce groupe a un mérite incontestable : celui d'avoir battu en brèche la légende léniniste, la manie d'appeler « léninisme » tout le marxisme révolutionnaire, la scie des citations de Lénine, dont la direction officielle abuse autant que le groupe Urbahns-Maslow.

A la gauche du groupe Korsch, il y a le groupe Schwarz. Publiant une petite feuille bi-mensuelle, intitulée *Entschiedene Link* (La Gauche résolue), il se prononce pour la scission des syndicats et contre l'activité parlementaire (Schwarz lui-même est cependant député au Reichstag). Il s'achemine, dirait-on, vers le Parti communiste ouvrier (K.A.P.D.), qui s'est séparé de la Ligue Spartacus (parti communiste) en automne 1919, au congrès d'Heidelberg. Une collaboration étroite entre les deux groupements (tous deux d'ailleurs fort insignifiants, quant à leur nombre) s'est déjà réalisée. Les vues du groupe

Schwarz dans les questions russes diffèrent à peine de celles du groupe Korsch.

Il y a encore le groupe Katz, qui n'a quelques partisans qu'à Hanovre. Katz s'était lié avec le groupement du communiste-anarchiste Frantz Pfemfert (directeur de la revue *Die Aktion*), dont les principes se rapprochent de ceux du Parti communiste ouvrier. Mais Katz n'ayant pas voulu tirer les conséquences de son récent antiparlementarisme et s'étant refusé à renoncer à son mandat de député, son alliance avec Pfemfert fut de courte durée.

Le mouvement communiste allemand est donc, on le voit, bien émietté. Les divers groupements de gauche dont nous venons de parler comptent à peine quelques milliers de partisans. Le Parti lui-même en conserve toujours environ 100.000 et peut-être sera-t-il possible de ramener au Parti des ouvriers révolutionnaires actuellement en dehors... pourvu que les « yeux de Moscou » genre Lominadzé nous fient la paix.

KARL TEXTOR.

## Moins d'un sou

Dans le *Bulletin* n° 16-17, nous avons pris, une fois de plus, les gens de l'*Humanité* en « flagrant délit de mensonge », et nous avons établi, avec citations à l'appui, qu'ils avaient multiplié par 5 le montant réel des souscriptions « des travailleurs » non fonctionnaires du Parti, non souscripteurs par ordre. Il avait suffi, pour cela, de se référer à l'*Huma* elle-même.

Cela n'a pas fait l'affaire des léninistes de sac et de corde qui ont délégué un des leurs, à la tribune d'une certaine « Conférence nationale du Parti » (!!), aux fins de réputation.

Nos observations portaient sur l'*Huma* des 12, 13 et 14 mai. Dans l'impossibilité de piper là-dessus, notre acéphale s'est rabattu, pour le glorifier, sur le chiffre total de juin ! Joli procédé, bien digne de l'orateur et de son public. En effet, pourquoi se gêner ? Tout passe...

Mais puisque le total général paraît à ces gens si digne d'attention, accordons-lui une petite minute...

Nous allons généreusement considérer comme exact le chiffre de 300.000 francs, sans envisager ici les souscriptions fictives. Nous savons à quoi nous en tenir, mais faisons la part aussi belle que possible à ces misérables...

Sachant que le Parti a recueilli environ 900.000 voix aux élections de 1924, nous obtenons une moyenne de 30 centimes par « communiste ».

Mais il faut encore songer aux « communistes » non électeurs, qui forment une très importante partie du contingent : travailleurs étrangers, femmes, soldats, marins et mineurs. Si l'on pouvait ajouter leur nombre à celui de l'effectif global, celui-ci doublerait peut-être. Et le chiffre de 30 centimes descendrait à 15...

Ayons pitié, cependant, et faisons l'aumône de porter à 25 centimes la moyenne des souscriptions. Il s'agit de centimes-papier. Convertis en argent d'avant la dépréciation du franc, ces 25 centimes font 1 sou.

Les « communistes » ont donc répondu à l'appel en versant *moins d'un sou-or par tête*.

# Actes et Paroles

## Une fable

L'*Humanité* du 19 mars 1927, réfutant la presse bourgeoise dans un cas où il s'agissait précisément d'informations exactes, racontait à propos des pourparlers franco-russes :

« Certains citent même des chiffres : L'U.R.S.S., abdiquant soudain le droit nouveau qu'a forgé la Révolution, consentirait à payer, sans demander aucune garantie en échange, une somme de 55 millions pendant 62 ans.

« Est-il utile de dire que ce ne peut être là qu'une fable ».

Mais le 24 septembre, l'*Huma* était obligée de publier la note de Racovsky d'après laquelle l'U.R.S.S. consent à payer, non pas 55, mais bien 60 millions, et non pas de francs-papiers, mais bien de francs-or.

Quant aux garanties, ce n'est pas l'U.R.S.S. qui en exige, mais la France...

A part cela, les gens de l'*Huma* disent la vérité.

Le plus curieux, c'est le titre de l'article où l'*Huma* dément sa propre tromperie : « Les adversaires de l'accord franco-soviétique pris en flagrant délit de mensonge ».

En fait de flagrant délit de mensonge, l'*Huma* est qualifiée pour parler.

## Menchévisme géorgien

De l'*Echo de Paris* du 24 juillet :

« Ce fut une cérémonie émouvante que l'hommage rendu hier soir par la colonie géorgienne à l'une des grandes figures de sa patrie : le Catholicos Ambroise, Patriarche de la libre Géorgie. Ambroise 1<sup>er</sup> fut condamné à mort par la Tcheka d'occupation et, non exécuté (!), mourut quelques temps après, des tourments (?) qui lui avaient été infligés par les bolchéviks, etc.

« M. Raymond Poincaré, le Corps diplomatique, beaucoup de notabilités avaient fait présenter leurs condoléances au ministre de Géorgie, S.E. M. Tchenkeli, qui assistait à l'office de Requiem de la rue Georges-Bizet, au premier rang d'une nombreuse assistance ».

Son Excellence M. Tchenkeli, c'est un des leaders de la social-démocratie menchévique géorgienne.

Le pavillon du menchévisme géorgien couvre de bien singulières marchandises. Le plus curieux, c'est que les menchéviks russes et les socialistes des autres pays persistent à faire semblant de ne pas s'en apercevoir.

## Hommage superflu

De pauvres diables, manipulés par les « sommets » (*sic*) du Parti, ont été cruellement condamnés par la correctionnelle pour « espionnage ».

Ce n'est pas ici le lieu de dire leur fait aux vrais responsables de l'aventure.

Epingleons seulement ce témoignage de leur intelligence et de leur sensibilité, tiré de l'*Humanité* du 26 juillet (après le verdict des brutes) :

« Marquons le coup !

« Pas de sentiments !

« Nos camarades sont frappés iniquement féroce-ment !... »

« C'est le meilleur hommage que la bourgeoisie nationale pouvait vous rendre, n'est-ce pas... ? »

Il y a des hommages dont on se passerait volontiers.

L'impudeur de ces gens qui emploient sans utilité aucune de pauvres types voués à la prison de droit commun dépasse vraiment les bornes.

## « Bandits »

Un journal subversif bien connu, le *Temps*, publiait le 17 août les lignes suivantes, signées de M. Louis Guilaîne :

« ... Dans la République du Nicaragua... le parti conservateur au pouvoir s'est complètement abandonné à la protection et à l'occupation militaire des Etats-Unis de l'Amérique du nord, tandis que l'opposition libérale et patriote lutte vainement pour la défense de son sol contre l'envahisseur, qui l'écrase de la supériorité de ses armes. C'est ainsi que la dernière phalange libérale du général Sandino, qui s'opposait encore à l'intervention des Etats-Unis, vient d'être presque anéantie à Ocotlan par les avions de bombardement et les mitrailleuses que le gouvernement de Washington a envoyés au Nicaragua pour briser toute résistance et pour y imposer la paix américaine. Le secrétaire d'Etat Kellogg a justifié ce fait en qualifiant les défenseurs du Nicaragua d'Outlaws, c'est-à-dire de « hors la loi » et de bandits. On avait traité de même les bandes qui avaient résisté à l'occupation américaine à Saint-Domingue et en Haïti ».

Autrement dit, les dirigeants de la « grande République sœur » sont des voleurs et des assassins. C'est ce que montre le *Temps*, avec cette politesse que le *Bulletin Communiste* désespère d'acquiescer.

## Information

Dans le *Matin* du 6 septembre, on pouvait lire la curieuse « information » suivante :

« LES COMMUNISTES PRÉPARENT  
UN COUP D'ÉTAT EN HONGRIE »

« Vienne, 5 septembre. — Le correspondant de la Reichspost à Salonique dit savoir de source certaine que vers la moitié du mois de septembre une conférence communiste aura lieu à Paris pour préparer un coup d'Etat contre le gouvernement hongrois.

« Si cette opération réussit, Bela Kuhn serait le futur chef de l'Etat communiste hongrois. (Fournier) ».

Ainsi, voilà une « nouvelle » de source autrichienne, d'après une information grecque, concernant une affaire hongroise de préparation française.

Si l'on remplaçait Vienne par Londres, Salonique par Varsovie, Paris par Berlin et la Hongrie par la Tchéco-Slovaquie, la soi-disant dépêche serait de même valeur.

Voilà pourtant comment le lecteur crédule se laisse bourrer le crâne. L'*Humanité*, hélas, n'a plus aucun droit de relever de tels faits : elle est descendue, à sa façon, au niveau du *Matin*.

# Opinions et Arguments

*Parmi nos lettres, nous sommes évidemment contraints de faire un choix. Nous publierons celles qui nous paraîtront les plus caractéristiques, soit qu'elles expriment une opinion relativement généralisée, soit que la personnalité du signataire mérite considération, soit qu'elles contiennent d'intéressantes informations, soit enfin que les idées formulées valent de retenir l'attention.*

*Il est bien entendu que la rédaction du Bulletin ne saurait reprendre à son compte toutes les opinions émises sous cette rubrique. Publier n'est pas toujours approuver. Ce sont éléments de discussion.*

*Le camarade Delfosse, ancien secrétaire de la Fédération unitaire des mineurs nous écrit :*

*Paris, 6 juillet 1927.*

J'ai reçu le double numéro du *Bulletin* communiste et pris bonne note de l'invitation à écrire. J'en use.

Les sujets abondent, mais à mon avis, le sujet essentiel de l'heure est celui de la *démocratie au sein du Parti communiste*.

Je me suis déjà posé mille fois la question suivante : *A quel moment le Parti communiste se sépare-t-il foncièrement de l'intérêt du prolétariat ? Autrement dit : Quelle est la limite de la discipline ?* Ce n'est pas sans hésitation que j'ai arrêté une réponse ferme, la question étant délicate entre toutes.

Si je t'écris aujourd'hui, c'est parce que j'ai cette conviction que l'Internationale communiste et toutes ses sections font passer l'intérêt de clan avant l'intérêt du prolétariat.

Est-ce à dire qu'elles se sont entendues pour faire triompher un clan bourgeois quelconque ? Je ne le crois pas, jusqu'à maintenant, mais elles peuvent le faire indirectement.

On démêle, à travers les polémiques, une telle prétention d'infailibilité de la part des dirigeants qu'on y trouve une analogie avec l'infailibilité monarchique.

Cela ne serait rien, si l'on s'en tenait à une simple vantardise, mais cette prétention va jusqu'à supprimer la raison d'être d'un parti communiste dont le rôle est de diriger.

J'ai toujours pensé qu'instruit par l'expérience des révolutions passées, le Parti avait entre autres pour tâche de substituer à la direction personnelle ou d'un groupe la direction collective de tout le Parti de la révolution.

Agir autrement, c'est encore risquer de faire une révolution pour le roi de Prusse.

Quand j'entends les dirigeants russes affirmer qu'ils sont léninistes, je me remémore Bonaparte défenseur de la République une et indivisible et je dis qu'il est criminel de laisser accaparer la destinée d'une révolution prolétarienne par certains hommes, même s'ils inspirent une confiance justifiée.

Sans démocratie au sein du Parti, la révolution reste un colosse aux pieds d'argile.

Dans l'Internationale, la démocratie n'existe pas. Qu'est-ce que la démocratie dans notre parti ? — Voilà ce qu'il faut définir.

Nos camarades de la majorité affirment qu'il y a une démocratie dans le parti, qu'il y en a même trop.

Ils basent leur affirmation sur le fait que quelques membres de l'opposition ont pu prendre la parole dans certaines conférences ou écrire quelques articles.

Ce n'est pas cela, la démocratie dans le Parti. La démocratie dans le Parti, c'est le système qui empêche tout individu ou tout groupe de se substituer au Parti, soit par la force, soit par la ruse.

Ce système ne peut exister que si le Parti reste une élite, contrairement à ce qui se passe en France où, pour être membre du Parti, il suffit de remplir un bulletin répandu par l'*Humanité*, comme pour obtenir un échantillon de crème Tokalon.

Il serait bon de voir à ce sujet ce que pensait Lénine (ainsi dans la *Maladie infantile*, page 45).

« Où voyez-vous qu'il n'y a pas de démocratie ? » répètent constamment les dirigeants.

Je dis qu'il n'y a pas de démocratie quand ceux que le Parti a désignés pour diriger l'exécution de ses décisions utilisent les moyens matériels et moraux mis à leur disposition pour fabriquer l'opinion. Les preuves n'en sont plus discutables ni mêmes discutées.

Signalons les plus marquantes en Russie :

1° Soustraction des dernières pensées de Lénine au Parti et à l'Internationale ;

2° Remplacement des membres de l'appareil comme on remplacerait en France des préfets et sous-préfets qui discuteraient la politique des chefs supérieurs ;

3° Utilisation unilatérale de la presse monopolisée pour déformer la pensée de ceux qui discutent le fond des choses ;

4° Nomination des délégués aux Congrès avec mandat indicatif basée sur une opinion de l'opposition présentée par la direction ;

5° Tentatives de duperie consistant à autoriser quelques membres de l'opposition à parler devant des « délégués » dont pendant un an on a unilatéralement fabriqué l'opinion et qu'on a menacés de sanctions administratives ou autres.

En quelques mots, utilisation de ce que confère un pouvoir d'Etat — prestige de la fonction, presse, argent, menaces, répression pour obtenir des pseudo-votes de confiance.

Même méthode dans toutes les sections de l'Internationale.

Après avoir obtenu ainsi la « confiance » des mesures de police pour assurer « l'ordre ».

Voilà comment est respectée la démocratie, cheville ouvrière de la révolution prolétarienne.

Les dirigeants actuels en Russie n'ont pas donné la preuve qu'ils travaillaient sciemment contre le prolétariat, ils peuvent être des fanatiques personnellement sympatiques, voire des ambitieux cherchant la célébrité dans le mouvement ouvrier, mais tout cela est d'ordre personnel, cela n'a rien à voir avec le bolchévisme. Quand apparaîtra, aux yeux des non-initiés, la preuve éclatante que l'intérêt du prolétariat est menacé, il sera peut-être trop tard.

La Russie peut être attaquée par certains impérialismes, militairement ou économiquement. Ces dangers ont un caractère moins pressant que le régime intérieur du Parti bolchévique.

Ce qui est intolérable, c'est la façon dont on veut faire juger l'opposition par toute l'Internationale. L'opposition constitue paraît-il une fraction ; devant les décisions prises, c'est un cas flagrant d'indiscipline.

On est tenu de juger l'opposition sur le fait d'avoir constitué une fraction et non sur les causes de cet acte. C'est la procédure de la correctionnelle : les preuves ne sont pas admises.

Condamnez, dit-on ; quant aux paroles et aux écrits qui caractérisent la fraction, vous n'avez pas besoin de les connaître. Condamnez au nom de « l'ordre ». Il est interdit de chercher la cause du fractionnisme qui

réside dans le régime même du parti russe, dans le manque de démocratie.

Il est interdit de démontrer que les fractions se détruisent elles-mêmes quand la démocratie est scrupuleusement appliquée ; que la fraction, en général, perd sa raison d'être, si toutes les opinions peuvent être présentées, d'une égale façon, au jugement du Parti, sans aucune pression. Quant à une fraction anticommuniste possible, Lénine a indiqué comment on devrait opérer le filtrage pour adhérer au Parti.

Faut-il présentement créer une fraction ? A mon avis, une fraction pour la défense de la démocratie au sein du Parti, s'explique, s'admet, s'avère indispensable, mais, notons le bien, *pour la démocratie ouvrière seulement.*

On peut défendre une politique, on ne doit pas créer une fraction pour la soutenir à tout prix.

Si l'on pouvait donner au parti russe et à l'Internationale une direction impersonnelle, rendue encore plus indispensable par la mort de Lénine, l'avenir du prolétariat apparaîtrait clair et plein de promesses.

La chose est faisable, les dirigeants russes ne sont pas des traîtres, un retour au bon sens serait possible.

Mais en face de la fraction régnante, une autre fraction s'impose, il faut le déclarer ouvertement, la situation l'exige. On n'a pas à être « discipliné » vis-à-vis d'un pouvoir *usurpé* quand l'intérêt d'une révolution est menacé.

Je ne sais à quel point ce que j'écris pourra être utile, ni si cela ne constitue pas une redite. Tu l'imprimeras si tu le juges bon.

Maintenant une question : tu invites les lecteurs du *Bulletin* à écrire, tu comptes ainsi lui donner une certaine valeur. Avant toute chose, pour éviter qu'un jour quelqu'un ne dise : « Ce *Bulletin* m'appartient », ne crois-tu pas qu'il devrait avoir, lui aussi, une direction collective, une démocratie ?

DELFOSSÉ.

P.-s. — Si ma prose peut intéresser quelque peu les lecteurs du *Bulletin*, fais-le moi savoir, je t'enverrai un article sur les erreurs de l'Internationale dans la grève des mineurs anglais.

*Il y a peut-être, dans la lettre de Delfosse, des « redites », mais elles ne sont pas inutiles tant que le mal subsiste.*

*Sur la direction collective du Bulletin, nous sommes pleinement d'accord avec Delfosse. Le Bulletin sera remis à tout groupe communiste se plaçant, sans s'y figer, sur le terrain des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, prêt à en assumer la responsabilité et à en assurer l'existence jusqu'à ce que la crise communiste soit résolue dans un sens conforme aux résolutions de ces Congrès.*

*Nous publierons très volontiers l'article suggéré sur les erreurs de l'I.C. dans la grève minière anglaise. Que Delfosse l'écrive.*

*Le camarade J. B., longtemps secrétaire d'une organisation de techniciens sympathique au communisme et à la révolution russe, écrit à notre rédacteur :*

6 août 1927.

Je suis heureux de constater que tu es encore aussi plein d'énergie qu'au premier jour.

Les deux derniers *Bulletins* sont très bien. Ils feront gueuler les domestiques de la rue Lafayette.

Tu as l'audace de vouloir étudier les questions, de publier les textes. Mais tu n'y penses pas ? C'est vieux jeu ! A l'heure actuelle, pour être utile aux salariés de France et d'Europe, voire du monde entier, il suffit d'approuver le bafouillage du secrétaire de sa cellule, qui répète ce que le secrétaire du rayon a dit d'après

les paroles d'un plus haut gradé, qui est renseigné par le secrétaire général du Parti qui, lui-même, a reçu des lumières spéciales lors de son dernier voyage en Russie.

Quand bien même tu serais Berthelot, tu ne pourrais connaître la chimie comme le camarade délégué du *Comintern* et tu n'aurais pas le droit, au nom de connaissances scientifiques qui n'ont rien de spécifiquement prolétarien, de discuter les âneries du camarade « dans la ligne ».

Il y a dix-huit mois, exactement, que j'ai rédigé un rapport dans lequel je démontrerais la stabilisation du régime capitaliste. Ce rapport a été envoyé en Russie. On ne m'a pas dit, au moment même, ce que l'on en pensait. Mais, depuis, on a pu s'apercevoir si je prévoyais juste.

Le résultat, tu le connais : on m'a obligé à m'en aller.

Cela confirme tout ce que tu dis : on ne veut pas travailler avec les camarades qui voient les choses comme elles sont, même si les événements leur donnent pleinement raison.

Bien que ce ne soit pas orthodoxe et bien que je ne sois plus « qualifié », je continue à étudier les questions économiques, en fonction du problème russe.

Les premiers résultats auxquels j'aboutis ne sont pas conformes à ce qu'affirment ces messieurs des divers comités directeurs.

Un premier point, essentiel :

La Russie n'atteindra un haut degré d'industrialisation qu'avec l'appoint de nombreux ingénieurs, contremaîtres, praticiens et ouvriers spécialistes étrangers : *on ne crée pas, pour commencer, les spécialistes chez soi.*

Les Etats-Unis (il faut toujours revenir à eux au point de vue industriel, puisqu'il sont à la tête, et de loin sur ce point) ont drainé les meilleurs spécialistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Suisse, de Suède, etc... A l'origine de chacune des grandes industries des Etats-Unis, il y a des praticiens européens. Ils furent 20.000 au moins qui traversèrent l'Océan...

Combien y a-t-il de ces hommes en Russie ? Quelques centaines. Et la Russie est trois fois plus grande que les Etats-Unis, et sa population actuelle est deux fois plus forte que celle des Yankees en 1880.

Deuxième point : Les capitaux.

Pour donner à la Russie un outillage industriel à moitié aussi important que celui que possède les Etats-Unis, il faudrait investir quarante milliards de dollars, c'est-à-dire plus de quatre-vingt milliards de roubles. Où les prendre ?

Si l'on voulait les trouver en Russie, combien d'années faudrait-il ?

Il faudrait compter plus de cinquante ans. Mais attendre est impossible, car le monde ne reste pas immobile : pendant que la Russie accumulerait très péniblement 800 millions de dollars par an, les autres nations progresseraient, et la disproportion actuelle subsisterait.

C'est donc Trotsky qui a raison, et cent fois raison. Il est le premier qui ait su forcer l'attention sur le problème de l'industrialisation.

Il ne faut pas se faire d'illusions : la civilisation industrielle est soumise à des lois inéluctables. Ou il faut renoncer à se mettre au niveau des autres nations, ou il faut subir les conséquences de l'industrialisation.

Pour avoir une idée du retard de la Russie sur les nations industrialisées, il suffit de comparer le développement des chemins de fer :

Etats-Unis : Longueur des voies.....	400.000 kilom.
Nombre de wagons.....	2.470.000
— locomotives..	70.000
Russie : Longueur des voies.....	73.000 kilom.
Nombre de wagons.....	450.000
— locomotives.....	20.000

Et dans quel état est le matériel russe ?

Et le territoire de l'U.R.S.S. est *trois fois plus grand* que celui des Etats-Unis.

Inutile de parler de l'automobile ? 22 millions de

voitures aux Etats-Unis et moins de 15.000 en Russie.

L'incompétence des dirigeants russes actuels met sérieusement en danger les conquêtes économiques de la révolution. Pendant que les groupes se disputent le pouvoir, ils ne peuvent organiser la production.

Un dernier point : la guerre.

La Russie est dans l'incapacité de faire une guerre offensive : elle a des hommes et une grande cause à défendre, mais elle manque d'argent et de matériel. Toutes les nations européennes, à ce dernier égard, en sont là, dans des mesures diverses.

Il est pour ainsi dire certain qu'il n'y aura pas de guerre importante dans un proche avenir. Aucune grande nation ne risquera son crédit et sa stabilité pour un profit illusoire.

Les gouvernements bourgeois savent aussi que neuf révolutions sur dix surgissent de la guerre. Ils ont donc une raison de plus de ne pas se risquer inconsidérément.

Je reste persuadé que pendant des années encore l'égoïsme capitaliste trouvera mieux son compte dans les combinaisons diverses des échanges et de la production que dans les hasards de la tuerie moderne.

Il y aurait des volumes à écrire si l'on voulait approfondir tous ces problèmes. Il suffit de soulever un coin du voile pour constater que les dirigeants du parti français ont l'esprit obtus et que le souci d'étudier objectivement (comme ils disent) ne les hante pas.

Ce n'est pas une raison pour que nous nous abrutissions également.

Travaillons à éclairer ceux qui cherchent encore la lumière. Si l'on laissait faire les domestiques du Bureau politique, tout le monde deviendrait aveugle.

J. B.

## Librairie du Travail

96, Quai de Jemmapes, PARIS (X<sup>e</sup>)

Chèque Postal : 43-08

Téléph. : Combat 08-02

ROBERT LOUZON

### L'économie capitaliste

(Principes d'économie politique)

Un volume, in-16 carré..... 6 fr.

VICTOR SERGE

### Les Coulisses

d'une

### Sûreté Générale

Une forte brochure..... 4 fr.

MAX EASTMAN

### Depuis la mort de Lénine

Un volume..... 7 fr. 50

### TOUS LES LIVRES :

Sciences sociales et politiques — Histoire  
Philosophie — Economie politique — Droit  
Socialisme — Communisme — Anarchisme  
Littérature — Sciences — Technique

Conditions spéciales aux organisations ouvrières

Demander les catalogues (Envoi franco)

## Le « Socialisme » au village

*Un de nos camarades de Léninegrad est allé passer quelques semaines dans son village natal. Il nous écrit ce qu'il a vu. Sans chercher à louer ni à blâmer, il constate. Nos lecteurs vont en profiter. Certes, ce n'est pas ici toute la campagne russe ; mais ce n'est pas non plus un canton particulièrement déshérité. Au contraire, il s'agit d'un coin proche d'une grande ville, plutôt au-dessus de la moyenne. Voici du « socialisme » à la Staline, pris sur le vif.*

« J'ai été étonné de voir aussi peu de vie soviétique : il y a seulement un soviet pour 5 villages. Ce soviet sert à lever l'impôt et les recrues, à distribuer des pièces d'identité et puis c'est tout.

« Toute la vie est celle d'avant la révolution, laquelle, d'ailleurs, n'a apporté aucune modification à la répartition des terres. Il est seulement plus difficile d'avoir du bois. Les impôts tout compris sont plus lourds qu'autrefois, le travail est plus difficile à trouver. (La terre, dans ce coin-là, ne nourrit que jusqu'à la Noël). Le pain est plus cher à acheter, la coopération fonctionne plus mal (elle était florissante autrefois). Les villages où existent une coopérative se saoulent en grand (dans les autres, deux ou trois « spécialistes » seulement).

« Les paysans ne souhaitent pas le renversement du pouvoir, parce que ce serait le grabuge, mais ils ne souhaitent pas non plus son maintien. De ces belles choses que l'on voit dans les livres ou les journaux, les isbas-bibliothèques, les comités d'entraide, les coopératives de crédit ou autres, je n'ai pas vu trace dans le canton. Les écoles sont celles de l'ancien zemstvo, marchant bien plus mal.

« Les forgerons (c'est un des métiers qui permettent de vivre) ont une coopérative de fournitures — dirigée par un ancien instituteur qui se paye grassement — si avantageuse qu'ils vont s'adresser à l'ancien marchand (qui fait des centaines de milliers de roubles d'affaires). Ils travaillent du lever au coucher du soleil, de même que les briquetiers, de même que les menuisiers, pour gagner dans les six à dix roubles par semaine.

« Par dessus tout cela, il y a fort heureusement le moujik, intelligent, qui progresse peu à peu (tout a fait indépendamment du régime), a remplacé les araires de bois par des charrues, s'efforce d'éviter les incendies en séparant les isbas par des hangars de briques, a remédié à la multiplicité des parcelles, entretient les lits de troncs d'arbres permettant de traverser les marais, est toujours prêt à aider le voisin (gratuitement, c'est une tradition), règle ses affaires dans la traditionnelle assemblée du village (sans procès-verbal)...

« C'est un village, un canton. Mais il y a bien des traits qu'on doit pouvoir généraliser. Je vois qu'il y a de grandes régions où la grande révolution agraire, elle aussi, a été inexistante parce qu'il n'y avait pas de terres arables à partager (les bois, c'est l'Etat qui les a pris et les défend âprement contre le paysan). A propos, contre l'ouvrier pas la moindre haine ni envie : toute la colère se tourne contre la bureaucratie (trois fonctionnaires au canton autrefois, quinze aujourd'hui). Pas de koulak caractérisé, mais toutes les gradations et une situation de fortune assez instable pour chacun ».

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE MADELAINE & RAYNARD  
La Roche-sur-Yon (Vendée)